

Contrarien *matin*

Hors-série



LES VRAIES RAISONS DE LA CRISE

CHARLES SANNAT

Offert par

AuCOFFRE.com 

Pour vos placements en or et argent physique

PRÉFACE

Les livres sur la crise remplissent les rayonnages des libraires. Pourtant, après les avoir lus, on ne sait plus pourquoi on les a lus. La crise c'est à cause de la mondialisation sauvage, de l'ultralibéralisme, des délocalisations, des Chinois ?...

Ce livre sur les racines de la crise a le mérite d'être clair et utile. Après l'avoir lu, vous comprendrez mieux les secousses actuelles qui agitent et vont agiter notre monde. Crise de la dette, crise de l'euro trouvent leurs racines dans des origines lointaines : production de masse nécessitant de moins en moins de main d'œuvre, chute du Mur de Berlin et ouverture des frontières, industrie financière et développement du crédit sans contrepartie d'épargne.

Ce livre vous explique que nous vivons une crise de redistribution des richesses, non pas à l'échelle d'un pays en faveur de telle ou telle classe sociale, mais à l'échelle mondiale. Nous vivons aussi une crise d'ajustement à une nouvelle donne : des populations encore riches mais vieillissantes qui s'accrochent à des privilèges qu'elles n'ont plus les moyens de financer ; des populations encore pauvres mais plus jeunes et plus dynamiques dont la productivité et le niveau de vie augmentent.

L'économie n'est pas une grosse machine dont des banquiers centraux omniscients tourneraient les boutons de régulation pour faire s'agiter des pantins consommateurs, investisseurs ou producteurs, dans un sens ou dans un autre.

L'économie est d'abord et avant tout le résultat de milliards de prises de décision individuelles. Les entrepreneurs décident et agissent en fonction de leur interprétation de l'information, de leur imagination, de leurs expériences passées sur lesquelles ils s'appuient pour anticiper le futur.

Tout ceci – imagination, expérience individuelle - est difficilement modélisable, n'en déplaise aux grands machinistes keynésiens et aux adeptes des banques centrales toutes puissantes. Nous pourrions assister à des mouvements brutaux parfois irrationnels.

Sur le long terme cependant, la logique retrouve ses droits. Les entreprises non viables finissent par faire faillite, les bulles financières finissent par éclater, les mauvaises dettes ne sont pas remboursées, ce qui est trop abondant finit par ne plus rien valoir et ce qui rare et utile finit par coûter cher.

Mais nous n'en sommes pas encore là et la crise est loin d'être finie. Ce livre vous donnera des clés essentielles pour comprendre ce qui peut se passer, en France, en Europe et dans le monde et surtout comment préserver votre indépendance matérielle.

Simone Wapler

AVANT-PROPOS DE L'AUTEUR



La ligne éditoriale du Contrarien Matin est l'analyse sans concession de l'actualité économique, brûlante ces dernières années puisque les enjeux économiques sont devenus une préoccupation centrale pour la grande majorité des Français.

Epargnants cherchant à protéger leur argent, salariés craignant la précarité, chômeurs de plus en plus nombreux, ou encore peur du déclassement social, sans oublier nos aînés, retraités, qui voient avec inquiétude poindre des réformes du système de retraite avec à la clef la baisse des pensions.

L'économie aujourd'hui impacte directement la vie de chacune et chacun d'entre nous. Pourtant, l'économie reste largement obscure pour une grande partie de nos concitoyens, rendant l'exercice démocratique difficile.

La compréhension est la base de tout. Nous devons d'abord comprendre ce qui arrive, ce qui nous arrive pour pouvoir d'une part être des électeurs libres et éclairés mais également pour pouvoir adopter des stratégies personnelles efficaces de préparation, de changement, d'adaptation au monde de défis économiques majeurs qui s'ouvrent devant nous.

Ne vous leurrez pas. Malgré le confort du déni, cette crise n'est pas une simple crise. C'est un changement radical, complet, total du système économique dans lequel nous avons tous vécu jusqu'à présent et qui est en train de vivre ses derniers instants.

Ce n'est pas la fin du monde mais la fin d'un monde, celui basé sur la croissance infinie dans un monde fini.

Ce n'est pas comme les gens le croient la crise des « subprimes » mais une crise qui va tout transformer. Cette crise est plurifactorielle et très profonde, elle nous touchera tous et balaira de très nombreuses fortunes comme de très nombreuses certitudes.

Elle prendra fin avec l'apparition d'un nouveau système monétaire international et sans doute quelques conflagrations géopolitiques importantes.

Ce qui est certain, c'est que si nous ne connaissons pas l'avenir, nous pouvons en comprenant précisément ce qui s'est passé et ce qui se passe, imaginer ce qui pourrait nous arriver, l'anticiper, et s'y préparer... au mieux.

Pour cet ouvrage, comme pour notre journal en ligne, nous avons fait le choix de la gratuité, car c'est aussi et surtout un engagement militant. L'engagement de partager et de diffuser savoirs et connaissances économiques pour armer nos concitoyens et que le plus grand nombre puisse faire face à un monde et une situation très complexe.

Cette crise restera dans les annales de l'histoire humaine et sera sans doute encore plus marquante que celle de 1929.

Ce premier hors-série du Contrarien Matin a pour objectif de vous aider à comprendre les véritables causes de la crise que nous affrontons. D'autres sont en préparation et nous espérons que notre travail pourra vous aider.



Excellente lecture à toutes et tous.

Charles Sannat,
Directeur des Etudes Economiques d'AuCOFFRE.com

SOMMAIRE

- 2 | **Préface de Simone Wapler**
- 3 | **Avant-propos de l'auteur**
- 6 | **Préambule : comprendre la crise**
 - LA CRISE DE 1929, PRÉMICES DE LA CRISE ACTUELLE**
 - > Le balancier revient au milieu
 - > L'économie de guerre entraîne des économies beaucoup plus administrées
- 7 | > La démassification : d'une économie de production de masse à une « économie de la connaissance »
- 7 | > Le retour du libéralisme et l'arrivée du néo-libéralisme signent la fin du social étatism
- 9 | **LA CHUTE DU MUR DE BERLIN ET LES PREMIÈRES DÉLOCALISATIONS MASSIVES**
 - > Le bouleversement politique et économique en novembre 1989
- 10 | > Un vent nouveau : des pays s'ouvrent et commencent leur mutation
- 11 | > La marche du nouveau libéralisme triomphant
- 11 | > La mondialisation, source de pression sur les salaires
- 11 | > Les nouvelles technologies, une révolution de la productivité
- 12 | > Le crédit aux particuliers, solution trop facile pour être honnête
- 12 | > Crise et crédits : d'un mur de béton à un mur de dettes
- 13 | > La compétitivité occidentale, grande victime de la mondialisation
- 13 | **L'EFFONDREMENT DES TWIN TOWERS ET LA NOUVELLE INGÉNIERIE FINANCIÈRE**
- 14 | > Guerre en Afghanistan, guerre en Irak : au-delà des pertes humaines, des milliards de dollars partent en fumée
- 14 | > Guerre en Irak : quel coût économique pour les Etats-Unis ?
- 14 | > Une paralysie de l'économie en réponse à la peur de la guerre
- 15 | > A partir de septembre 2001, le recours excessif au crédit s'emballe
- 16 | > La bulle immobilière, arme de destruction massive de l'économie
- 18 | > Le crédit, vital pour l'économie... mais son excès nuit à la santé
- 18 | > L'activité bancaire soumise à des règles... et à l'indulgence des autorités de contrôle
- 19 | > Des crédits garantis par des banques... qui se transforment en actifs toxiques
- 19 | > Les banques à la fois emprunteuses et prêteuses
- 20 | > D'un risque de faillite bancaire, on arrive à un risque de faillite d'Etat
- 20 | > Le plafond de verre de la croissance, conséquence de la mondialisation

- 21 | **LA CHINE, ACTEUR ÉCONOMIQUE DEVENU INCONTOURNABLE EN 10 ANS**
- 22 | > Entre l'Occident et la Chine, un conflit asymétrique causé par le coût des salaires
- 23 | > Quelles solutions pour que l'Occident retrouve une compétitivité ?
> Quelles règles du jeu pour une concurrence non faussée entre l'Occident et l'Asie ?
- 24 | **UNE CROISSANCE INFINIE DANS UN MONDE FINI :
LA RARETÉ, NOUVELLE RÉALITÉ**
- 26 | > L'humanité va devoir apprendre à partager
- 27 | > L'euro est une construction politique. Pas économique
- 28 | > L'Euro un «OGM» qui n'est pas viable
> La fin du «Business Model» des Etats Providence
- 29 | > La reconfiguration de la zone euro est inéluctable
> La crise actuelle est économique, sociale et politique
- 30 | **CONCLUSION**

COMPRENDRE LA CRISE

Contrairement aux idées reçues cette crise n'est pas la crise des subprimes. Les subprimes sont une des conséquences, à l'origine de cette fameuse crise, d'abord, il y a eu un phénomène de tendance de long terme qui dure depuis près de trente ans que l'on appelle la démassification, et ensuite, il y a eu deux événements majeurs qui ont fait voler des blocs de pierres en éclat, et qui ont entraîné deux grandes ruptures : la mondialisation et les taux bas.

Voici les événements qui ont conduit à la crise actuelle :

- > La démassification
- > La chute du mur de Berlin
- > L'effondrement des Twin Towers,
- > La croissance infinie dans un monde fini.

Pour mieux comprendre ces phénomènes et leurs implications, je vous propose de remonter le cours du temps.

LA CRISE DE 1929, PRÉMICES DE LA CRISE ACTUELLE

Il est important de revenir sur l'ensemble de ces phénomènes pour mieux comprendre les origines historiques de la crise actuelle et comment on en est arrivé-là.

La crise actuelle provient de celle de 1929 (c'est son arrière-petite-fille en quelque sorte) qui, elle-même, a amené la deuxième Guerre mondiale. Imaginons un grand balancier.

En 1929, le capitalisme ayant connu une grande crise d'endettement, d'excès et de spéculation, il était à l'extrême droite du cadran, c'est à dire très libéral.

Le capitalisme est un système économique et social qui garantit et respecte la propriété privée, où les moyens de production sont également privés, par opposition au communisme, où tout est public c'est-à-dire « collectivisé ».

A la suite de cette crise, les gouvernements ont été obligés d'intervenir de plus en plus dans l'économie pour essayer de la remettre en ordre. Elle est donc devenue moins libérale.

Le capitalisme est un système économique et social qui garantit et respecte la propriété privée, où les moyens de production sont également privés, par opposition au communisme, où tout est public c'est-à-dire « collectivisé ».

Le balancier revient au milieu

Après la crise de 1929 arrive la Deuxième Guerre Mondiale. A ce moment-là, toujours sur le grand balancier, le capitalisme devient très étatiste à cause des plans de relance suite à la crise de 29 et de la Seconde Guerre Mondiale qui nécessite une « économie de guerre ». Il passe bien à gauche, c'est-à-dire keynésien.

Pierre Leconte, auteur du Guide de l'investissement en or, évoque même à cette période un passage du libéralisme à un véritable « dirigisme d'Etat », qui brille par l'absence de libertés individuelles ou collectives privées.

L'économie de guerre entraîne des économies beaucoup plus administrées

Une économie de guerre c'est un Etat qui est obligé de mobiliser toutes ses ressources humaines, militaires, financières, pour faire face à une guerre qui menace son existence. L'Etat s'arroge donc tous les droits, et prend toutes les décisions. C'est le rationnement, par exemple, ou la transformation des usines civiles vers une production exclusivement militaire avec des réquisitions.

La prééminence de l'école autrichienne

C'est à cette époque que la pensée de l'école autrichienne d'économie, dite aussi école de Vienne, prend toute son ampleur. Celle-ci défend une économie libérale par la conception subjective de la valeur et l'idée que c'est le marché qui révèle les préférences individuelles et régule la société. L'école autrichienne est surtout connue pour condamner l'intervention de l'Etat dans l'économie.

« Le libéralisme est un système dont les règles favorisaient l'expression maximale de la liberté individuelle. Il ne peut se confondre avec le « capitalisme sauvage », auquel cas il conduit à l'anarchie, ni avec le socialisme étatique, auquel cas il conduit à l'autoritarisme ». Pierre Leconte, in Guide de l'investissement en or, 2012.

Keynes, théoricien de l'implication de l'Etat

Keynes est l'économiste anglais à qui l'on doit la politique économique qui a permis de sortir en partie de la crise de 1929, en impliquant l'Etat comme acteur à part entière de l'économie, et acteur de la relance.

Son Traité de la monnaie (1930) et sa Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie (1936) sont de grandes œuvres qui ont bouleversé la pensée économique mondiale.

En 1945-1946, qu'elles soient américaines ou soviétiques, les économies sont des économies très administrées. En partie pour la première, et totalement pour la seconde. Ce sont des économies de production de masse qui utilisent des masses d'ouvriers. Le communisme pèse fortement sur le capitalisme, qui est obligé de s'adapter dans les pays occidentaux face à ce « danger », cette nouvelle alternative que représente le communisme. Face aux revendications ouvrières, le capitalisme, à cette époque, adoptera donc une façade plus douce.

La façade plus douce du capitalisme c'est un capitalisme plus social, à visage plus humain. Certains le qualifieront même de « paternaliste ». Par exemple, Michelin à Clermont-Ferrand mettra en place des maisons, des hôpitaux et des écoles pour ses ouvriers. Ici, l'entreprise pourvoit aux besoins de ses ouvriers presque entièrement. Arrivent, ensuite, les fameuses Trente Glorieuses, de 1945 à 1974, période de forte croissance, de reconstruction et de plein emploi. Le modèle de société adopté partout dans le monde, est un modèle de social étatisation, où l'Etat régule et encadre quasiment tout, du Commissariat général au Plan, aux prix dirigés.

Donc, vaille que vaille, le monde évolue jusqu'en 1975 sur ces bases.

Ensuite arrivent les deux chocs pétroliers des années 1970 qui amplifient le fameux phénomène de tendance à long terme : la « démassification », dont parle très bien Guy Sorman dans son ouvrage « la Solution Libérale » de 1984.

La démassification : d'une économie de production de masse à une « économie de la connaissance »

La démassification est un mot un peu pompeux, mais très simple, comme bien souvent en économie. Grâce au développement de la technologie (robotique, informatique, automatisation...), on va passer progressivement d'une économie de production de masse nécessitant une masse de gens (les ouvriers), à une société qui va avoir de moins en moins besoin de « bras » pour produire de plus en plus.

C'est ça, la dé-mass-ification (ou encore l'évolution vers « l'économie de la connaissance » ou le tertiaire. On passe donc d'une production de masse avec des masses d'ouvriers à une production de masse avec des masses d'ouvriers en moins.

Et que deviennent ces travailleurs en moins ? Des chômeurs. Voilà le rapport avec la crise d'aujourd'hui. Ce phénomène a commencé véritablement au début des années 70, et explique essentiellement la montée du chômage structurel de la fin de ces années, et du début des années 80.

Au début des années 80 déjà, le modèle social, étatiste ou dirigiste en vigueur depuis 1945, n'a plus réussi à trouver de solutions, ou à proposer une grille de lecture cohérente du monde.

Le retour du libéralisme et l'arrivée du néo-libéralisme signent la fin du social étatisation

C'est dans cette faillite intellectuelle du social étatisation, que va renaître de ses cendres, le libéralisme, celui très à droite de notre balancier. Les libéraux sont portés au pouvoir par Margaret Thatcher en Grande Bretagne, et Donald Reagan aux Etats-Unis. Le libéralisme, c'est moins d'Etat moins de règles, et plus de liberté pour les marchés, pour plus d'efficacité économique. Ça, c'est la théorie en vigueur dans le camp libéral de l'époque. Le libéralisme serait forcément « supérieur », car il serait naturel. En clair, toute société humaine s'organiserait naturellement sur un schéma libéral, si aucune notion d'Etat, ou de loi, ne venait à entraver ce penchant des hommes.

A partir de là, un mouvement de dérégulation de l'économie commence. D'abord aux Etats-Unis, puis au Royaume-Uni, elle s'étend ensuite au reste du monde. En France, en 1986, Jacques Chirac, Premier Ministre de l'époque, réalise les premières privatisations de grandes entreprises, jusque-là, propriétés de l'Etat, dont la Banque Nationale de Paris, plus connue sous le nom de BNP Paribas aujourd'hui (privatisée en 1993).

Le Commissariat général au plan, un cadre pour l'économie du pays

Le Commissariat au plan est une institution créée par le Général de Gaulle après-guerre en 1946, qui a été active jusqu'en 2006. Il était chargé de définir la planification économique du pays, notamment via des plans quinquennaux. En France le prix du lait et de la baguette était fixé par l'Etat ! L'un des derniers « Commissaire au plan » était Monsieur Henri Guaino, qui fut ensuite conseiller du Président de la République Nicolas Sarkozy.

Les dépenses du Gouvernement américain depuis 1800

« En 1800, Washington dépensait 20\$ par citoyen américain. En 2006, la somme était de 8.500\$. Dans les années 1920, le gouvernement fédéral prélevait 5% du revenu national. Aujourd'hui, cela dépasse 25%. Pendant ce temps, les dépenses de l'Etat et du pouvoir local ont augmenté deux fois plus vite que le PIB depuis la Seconde Guerre Mondiale et aujourd'hui elles englobent 6.000\$ par habitant chaque année (...). Actuellement, le gouvernement américain dépense en une seule année ce qui a été dépensé en un siècle.

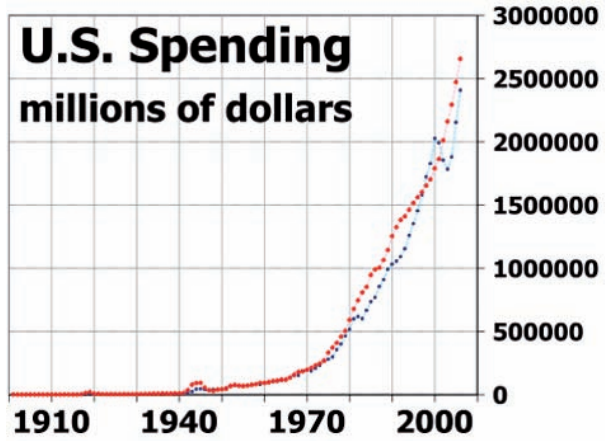
Guy Sorman, théoricien de la démassification

Ecrivain et homme politique libéral français. Il s'inscrit dans la filiation intellectuelle du libéralisme français et de la défense des Droits de l'homme. Fondateur, en 1979, et président d'honneur d'Action contre la faim, Guy Sorman est aussi membre de la Commission Nationale française des Droits de l'homme.

➤ Dépenses annuelles du gouvernement fédéral américain de 1901 à 2006

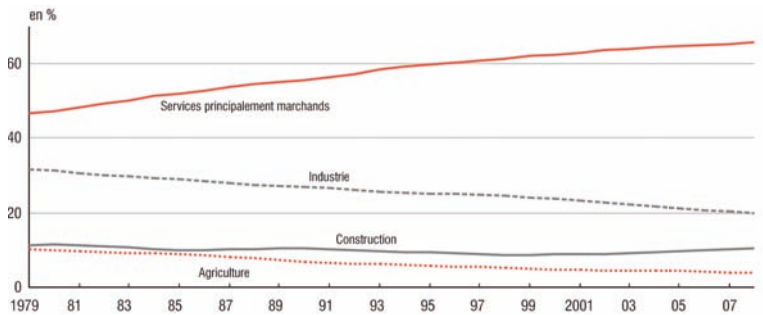
Source : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:US_annual_federal_outlays_1901_to_2006_titles.svg

Copyright :
Domaine public, via Wikimedia Commons



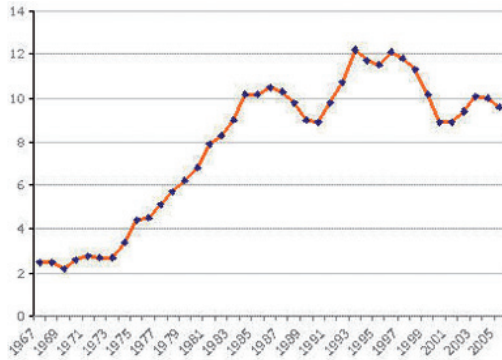
➤ Tertiairisation de l'économie française, répartition de l'emploi total par branches de 1979 à 2008

Source :
Etude Insee « Tertiairisation de l'économie française et le ralentissement de la productivité entre 1978 et 2008 »



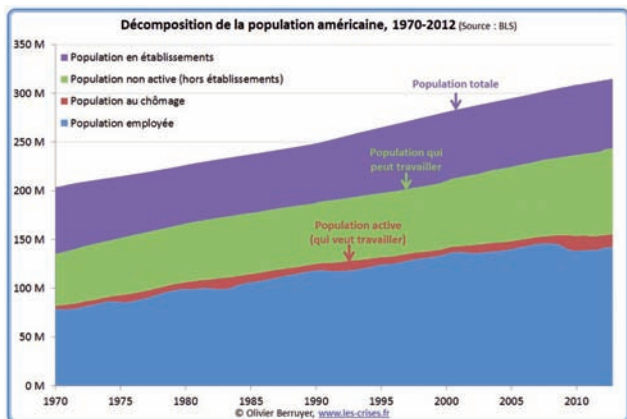
➤ Taux de chômage en France de 1967 à 2005

Copyright :
La Documentation française, d'après INSEE



➤ Taux de chômage Etats-Unis de 1970 à 2010
Décomposition de la population américaine, 1970-2012

Copyright :
Olivier Berruyer, www.les-crises.fr



Ce mouvement libéral va se poursuivre en s'accéléralant, jusqu'à la chute du Mur de Berlin, qui signera la victoire par KO du libéralisme sur le communisme et sur le social étatismisme. Ce mouvement ne va pas s'arrêter là. On va aller encore plus loin dans le libéralisme, pour arriver à des sociétés néo libérales, encore plus libérales que le libéralisme !

Et ce passage du libéral au libéralisme plus blanc que blanc, c'est aussi le retour d'un certain nombre de valeurs, dites morales (religion, puritanisme, etc.). Ce mouvement va débuter à partir de la chute du Mur de Berlin.

LA CHUTE DU MUR DE BERLIN ET LES PREMIÈRES DÉLOCALISATIONS MASSIVES

Good Bye Lenine, and welcome capitalism and liberalism !

Quand j'étais adolescent, je me souviens avoir dit à ma mère un jour d'ennui : « Tu ne peux pas comprendre, toi, parce que par rapport à ton époque, nous, on vit une période historique totalement inintéressante ! Il ne se passe rien ! » L'ironie c'est que, je lui avais dit ça juste un mois avant la chute de Berlin, c'était en 1989...

Le bouleversement politique et économique en novembre 1989

Le 9 novembre 1989, les Berlinoïses détruisent le Mur à coups de pioche. Politiquement, c'est un bouleversement. Economiquement, c'est notamment le début des phénomènes de délocalisation de masse.

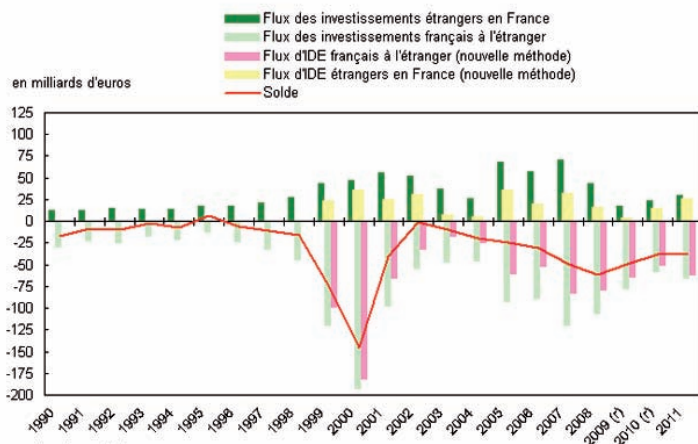
Le deuxième élément d'explication des origines de la crise que nous vivons aujourd'hui, vient de ces 100 mètres gagnés par nuit lors du démantèlement du mur de Berlin, de fin 1989 à début 1990.

Dans le monde économique de 1989, la majorité des grandes entreprises françaises étaient publiques : l'Etat en avait le contrôle. En 1990, la Chine était renfermée derrière sa muraille et n'existait pas sur la scène internationale, les pays de l'Est n'étaient que des satellites de l'URSS, les « armées rouges » du pacte de Varsovie faisait trembler l'occident. La mondialisation n'existait pas, la privatisation des entreprises existait peu, et on sortait même d'une période de nationalisation. Le souvenir est encore vivace de l'arrivée au pouvoir de Mitterrand en 1981, et qui commence par nationaliser de grands groupes.

Un chômeur européen sur deux doit remercier le libre-échange

« Selon l'économiste Jacques Sapir, l'impact sur l'emploi du libre-échange inégal représenterait au moins la moitié des 8,3% de chômage constatés avant la crise. Sans compter les 2 millions de nouveaux chômeurs constatés depuis le début de l'année, victimes directes d'une crise du libre-échangeisme. [...] On considère de manière générale que ces délocalisations ont affecté environ 1,5% des emplois industriels en France soit à peu près 0,5% de la population active ».

Marianne.net, article publié le 29 Juin 2009

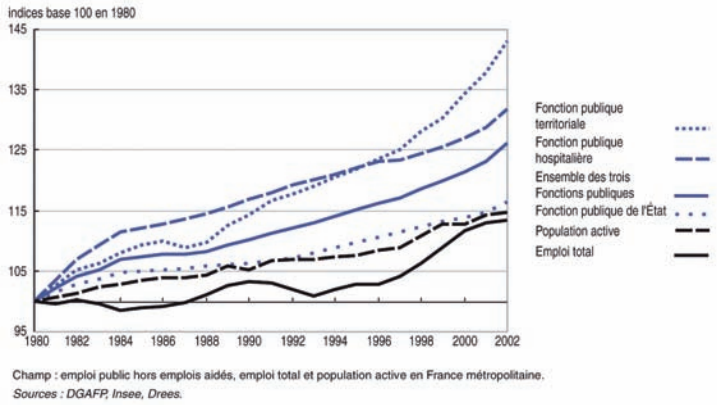


> Flux d'investissements directs entre la France et l'étranger de 1990 à 2011.

Sur ce graphique, selon la nouvelle méthode de calcul de l'INSEE, on voit clairement que les flux des investissements étrangers en France > en jaune clair – est bien inférieur au flux des investissements français à l'étranger (délocalisations) > en rose clair.

➤ Croissance de l'emploi dans les trois Fonctions publiques entre 1980 et 2002, tirée de l'étude de l'INSEE Secteur public, secteur privé :

quelques éléments de comparaisons salariales.



L'idée de François Mitterrand consistait à dire que l'échec du social étatisme provenait du fait qu'on n'avait pas été assez loin, et qu'il fallait encore plus accentuer le trait. Ce sont des raisons idéologiques d'une part et économiques d'autre part : éviter les trop grandes concentrations qui suppriment des emplois, les fameuses « fusions/acquisitions », nationaliser des banques pour favoriser le prêt aux PME (Petites et Moyennes Entreprises), bref, les objectifs étaient l'accroissement du patrimoine et de la puissance publique, la réappropriation des ressources, etc...

Étaient touchés, des secteurs comme l'industrie (Thomson, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Rhône-Poulenc, Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Sacilor, Usinor) ou les finances (Paribas, Suez, CIC, Crédit du Nord, Crédit Commercial de France, Banque Rothschild, Banque Worms, Banque La Hénin...). En 1983, un salarié sur quatre travaillait dans le secteur public. À partir de 1986, l'État, sous le gouvernement Chirac a commencé à vendre une partie de ces participations, c'est ce qu'on appelle « privatiser ».

Jusqu'en 1990, l'économie était totalement différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Et, petit à petit, sans que l'on ne s'en aperçoive vraiment, il y a eu un subtil et redoutable glissement, qui a transformé les économies sociales-étatistes en des économies néolibérales.

Un vent nouveau : des pays s'ouvrent et commencent leur mutation

Quand le Mur de Berlin s'effondre en 1989, on assiste progressivement à l'ouverture des pays de l'Est, au sens étroit, et « communistes » au sens large, en incluant la Chine. Juste après de 1990 à 1993, on assiste aux premiers phénomènes de masse de délocalisation.

Des pays jusque-là totalement hermétiques au monde occidental comme la Chine et les pays de l'Est, sous domination de l'URSS, ouvrent leurs frontières et commencent leur mutation.

Du coup, les grandes multinationales trouvent dans ces nouveaux territoires, des réservoirs énormes de main d'œuvre peu onéreuse et relativement qualifiée (surtout pour les pays de l'Est), et commencent à y installer de nombreuses usines, en fermant petit à petit nos centres de production.

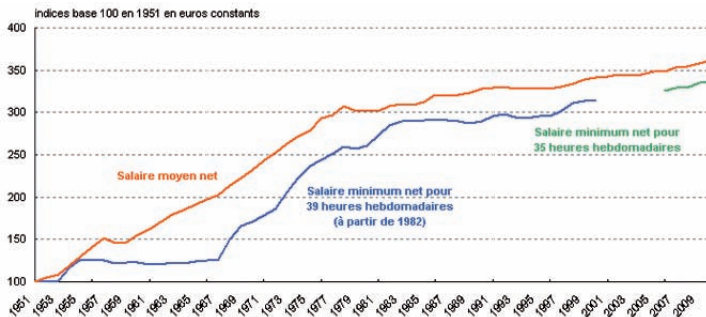
Délocaliser deviendra vite pour la France produire moins cher dans des pays à bas coût, comme la Pologne, la Chine, la Tunisie, le Maroc, la Roumanie...

C'est une victoire par KO ! L'Amérique libérale de Reagan vient de gagner la guerre idéologique contre l'URSS communiste, à plate couture. À cette époque, son hégémonie et son leadership ne sont pas remis en cause, son économie est florissante.

Or le problème du libéralisme, c'est l'absence de contre-pouvoir notamment idéologique, qui va conduire aux excès d'aujourd'hui.

La Pax americana

C'est le passage d'une économie sociale étatique, donc sous contrôle, à une économie plus libérale sous l'amicale pression des amis anglo-saxons. Durant toutes ces années 90, un vent nouveau soufflait sur le monde occidental, balayant la guerre froide, le bloc soviétique et le communisme. On ne parlait que de la puissance américaine. D'hyperpuissance, même ! « La Pax americana » était un terme à la mode.



► Évolution du salaire moyen et du salaire minimum de 1951 à 2010.

Copyright : Insee

La marche du nouveau libéralisme triomphant

C'est l'époque de ce que l'on croit être la mondialisation heureuse, de l'espoir d'un monde meilleur. Le souffle de liberté, qui a suivi la chute du mur de Berlin et l'effondrement du communisme, donne une légitimité de fait, pour ne pas dire une supériorité intellectuelle totale, aux économies capitalistes et à l'idéologie libérale... D'autant que l'évolution du monde et les nouvelles technologies, (la démassification) vont à l'encontre de la nature même du communisme, qui ne peut exister que s'il existe une classe ouvrière importante.

La mondialisation, source de pression sur les salaires

La mondialisation c'est la suppression des barrières, comme les douanes, et tout ce qu'il y a autour des normes contraignantes, et des freins administratifs... Sauf que la « mondialisation » ne s'est pas révélée aussi sexy.

La mondialisation, ce sont aussi les licenciements massifs en Europe ou aux USA pour faire produire la même chose, souvent de moins bonne qualité, par des Chinois payés le moins cher possible.

La mondialisation, ce sont les 20% de croissance annuelle réalisés par les grandes multinationales ces dix dernières années.

En clair, ce que les entreprises économisent sur la différence entre les salaires occidentaux et ceux des Chinois, part intégralement dans la colonne profits et dividendes pour les actionnaires... ou sous forme de bonus contestables au moins moralement, et de plus en plus contestés.

C'est un monde dans lequel le pouvoir d'achat n'évolue plus, et ne peut plus évoluer. En France, au Royaume Uni, en Allemagne, aux USA, il est complètement gelé depuis 2000. Pourquoi augmenter un ouvrier français, allemand ou espagnol, alors que l'on peut tout simplement le licencier au profit d'un ouvrier chinois, 20 à 30 fois moins cher !

La mondialisation a exercé, et continue d'ailleurs d'exercer, une pression très forte à la baisse sur les salaires dans les pays dits « développés » à cause des délocalisations.

Les nouvelles technologies, une révolution de la productivité

Et puis arrive une nouvelle véritable révolution technologique menée à une vitesse incroyable. L'informatique, Internet, c'était révo-lu-tion-naire !

En 1999, à peine 1% des foyers français est relié à Internet. Le haut débit (ADSL) pour un grand nombre notamment à Paris cela a moins de 5 ans. Pourtant nous avons tous l'impression d'avoir toujours eu Internet en haut débit, nous avons même oublié l'existence de nos modems 56 K. On croit toujours à tort que ce que l'on vit aujourd'hui a toujours été, est, et sera toujours identique !

Les nouvelles technologies, en perpétuelle évolution, ont eu pour conséquence, une autre véritable révolution : c'est la révolution de la productivité.

La mondialisation, une forme de « darwinisme économique »

La mondialisation, c'est l'expansion, et, normalement, l'harmonisation progressive des liens entre les pays. La mondialisation économique, c'est l'accélération, à l'échelle mondiale, des échanges commerciaux rendus possibles grâce à la levée progressive des entraves comme les barrières douanières (droits de douanes). C'est une forme poussée de libre échange dans laquelle on laisse les forces du marché s'autoréguler. En clair c'est du « Darwinisme économique ». Seuls les plus forts survivent, et ceux qui sont les moins chers trouvent du travail !

Les délocalisations détruisent 36.000 emplois par an

« En moyenne, sur la période 2000-2005 étudiée par l'Insee, les délocalisations à l'étranger ont donc généré approximativement 36.000 destructions d'emplois par an. Un chiffre qui, sans surprise, varie en fonction de la conjoncture économique. A la baisse en période de croissance, les destructions d'emploi tombent autour de 20.000 par an, à la hausse en période de crise, les pertes s'élevant alors à près de 60.000. »

Article du 28/05/2010, www.lefigaro.fr

La productivité du travail c'est le temps (ou la quantité exprimée par exemple en nombre de personnes) de travail nécessaire pour réaliser une tâche.

Plus on produit de quantité avec le minimum de salariés, plus on améliore sa productivité. Et augmenter sa productivité, c'est gagner plus d'argent !

L'informatique a permis cela ! Des métiers se sont perdus, au profit de machines, de robots, d'ordinateurs etc...

La conjonction de la mondialisation et ses cohortes de délocalisations, auxquelles s'ajoute une révolution technologique de la productivité par l'informatique, va avoir un résultat catastrophique sur le pouvoir d'achat des gens, et sur le nombre de chômeurs. L'évolution des salaires est stoppée car l'emploi est stoppé. C'est juste une réalité.

Le crédit aux particuliers, solution trop facile pour être honnête

Or cette perte de pouvoir d'achat va être compensée ... par le crédit. Sauf qu'il a beau avoir la couleur du pouvoir d'achat, son goût devient vite amer, car in fine, on doit le rembourser. Cette triste réalité de l'absence de revenus est compensée par une grosse injection de crédit !

Achat de voitures, maison, voyages... choisissez votre montant, avec des mensualités modulables remboursez sur 3 ans chère madame Dupont ! Simple comme un coup de fil ! Appelez le 0 800... Puis tapez sur * étoile, et après avoir appuyé sur la touche 1 de votre clavier, parlez à monsieur Dièse !

Bon une fois, que Monsieur Dièse vous a donné les sous, on va, quand même, préciser ce qu'est le crédit. C'est utiliser tout de suite l'argent que nous n'avons pas, et que nous prévoyons de gagner pendant une période de X années. Plus généralement, on a donc utilisé et consommé pendant ces 10 dernières années l'argent obtenu à crédit, et anticipé sur les revenus futurs que nous avions prévu d'avoir dans les 30 prochaines années.

« On » ce sont tous les acteurs économiques : les entreprises, les ménages, les banques, les institutionnels, les Etats... On a donc injecté des crédits pour permettre aux gens comme nous, de continuer à consommer.

Encore fallait-il pouvoir payer pendant 30 ans ! Et c'est la crise d'aujourd'hui. Finalement, on se rend compte que l'on vit une crise de l'endettement. Un endettement monstrueux qui pendant une dizaine d'années a réussi à masquer l'impasse dans laquelle se trouvait l'économie mondiale.

Crise et crédits : d'un mur de béton à un mur de dettes

C'est un nouvel effondrement ! A l'époque de la chute du mur de Berlin nous étions dans des marchés non mondialisés. La France de 1990 était une France franco-française. Et, en ces temps-là, souvenons-nous, quand on voulait acheter des jambons en Espagne, il fallait passer les frontières, le douanier nous demandait de baisser notre vitre, et il fallait montrer notre passeport. Et puis une fois passé la frontière il fallait échanger nos francs contre des pesetas, ou l'inverse, bref, nous devions changer de monnaie. Il n'y avait pas Schengen, ni Erasmus, ni la monnaie unique...

C'est pour cela que cette crise est devenue mondiale et n'est pas restée localisée au niveau de certains pays. Avant l'ouverture des frontières, les crises ne pouvaient pas être aussi développées comme elles le sont aujourd'hui.

Par exemple, un pays comme le Japon qui a été en crise dans les années 90, l'est même encore aujourd'hui, mais l'impact sur l'économie n'a pas du tout été aussi important.

La convention de Schengen

Définition Wikipédia :

La convention de Schengen (1990) promulgue l'ouverture des frontières entre les pays signataires (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Luxembourg, Portugal, Pays-Bas... puis à peu près le reste de l'Europe, sauf le Vatican, Andorre, Le Royaume Uni). Depuis, les citoyens étrangers qui disposent d'un visa de longue durée pour l'un des pays membres peuvent circuler librement à l'intérieur de la zone.

A l'époque, tous les efforts du gouvernement japonais pour relancer la croissance ont eu peu de succès, et le pays s'est enfoncé progressivement dans une récession majeure et interminable. Mais il s'enfonçait seul, dans un monde qui, lui, était prospère et pas en crise.

Quand un pays est en crise d'une manière isolée, c'est évidemment moins grave, car les usines vont quand même continuer à exporter ! Autre rapport direct, comme le monde était plus fermé, les politiques nationales avaient plus d'impact. Avant, nous « maîtrisons » plus notre monnaie, nos industries... et nos emplois étaient plus protégés par des barrières douanières qui pouvaient compenser des différences de compétitivité.

La compétitivité occidentale, grande victime de la mondialisation

Pour faire simple la « compétitivité », c'est le « coût » d'une chose. Lorsqu'arrive un produit asiatique fabriqué à bas coûts car l'ouvrier asiatique coûte 30 fois moins cher que le même ouvrier en France, pour « protéger » le travail de l'ouvrier français, on taxait sous forme de droit de douane la différence de prix afin de mettre tout le monde sur le même pied d'égalité.

Ces droits de douane avaient pour objet de réduire voire supprimer les différences de compétitivité. La compétitivité se joue donc sur le coût de la main d'œuvre, mais pas seulement. C'est aussi bien sûr la capacité d'un ouvrier à produire une quantité X de biens en un temps Y. Les ouvriers français sont plus compétitifs que les ouvriers chinois. Mais hélas cela en général ne compense pas leur coût horaire.

La mondialisation s'avère sans doute moins idéale que prévu.

L'EFFONDREMENT DES TWIN TOWERS ET LA NOUVELLE INGÉNIERIE FINANCIÈRE

En 2000, les Etats-Unis sont en forte croissance. Le dollar se porte très bien et le pays incarne un dynamisme économique, en pleine digestion du déclin de l'idéologie communiste. Mais le 11 septembre 2001, les attentats du World Trade Center font s'écrouler le rêve américain. Le choc est sans mesure, sur tous les plans.

C'est la dernière pièce de domino, qui a contribué à la crise économique d'aujourd'hui : l'effondrement des bâtiments hautement symboliques du « World Trade Center ». Le numéro un des centres économiques et financiers internationaux. New York en 2001, c'est le centre du monde. Le centre de gravité de l'économie mondiale ne s'est pas encore déplacé vers l'Asie comme aujourd'hui. En 2000 juste avant que George W. Bush n'arrive au pouvoir, les Etats-Unis étaient en très forte croissance. C'est la « bulle internet », avant qu'elle n'éclate en mars suivant.

L'Amérique de 2000, ce sont des excédents budgétaires énormes, un dollar qui se porte très bien et un pays admiré dans le monde entier. Sur toute la planète, on rêve d'aller à New York, aux « States », de voir la statue de la Liberté, d'aller entreprendre aux Etats-Unis et d'y créer sa « start-up ». Les USA représentent la réussite. « The American dream » avec lequel tout est possible. C'est un dynamisme, une force, une éthique, une morale, un espoir pour le monde entier, et particulièrement pour tous les gamins de la planète nourris à l'American way of life des séries télévisées.

Arrive le 11 septembre 2001. Des avions débarquent de nulle part, les tours s'écroulent, et avec les Twin Towers en cendres, le rêve américain s'effondre. Au-delà de nombreux impacts philosophiques et géopolitiques, avec beaucoup de remises en cause largement étudiées par de nombreux et éminents spécialistes, journalistes, politiques, historiens... il y en a un, majeur qui nous intéresse particulièrement : c'est la guerre. Son impact économique est si important, qu'il est directement en lien avec ce que nous vivons aujourd'hui...

Le Japon, une crise due à la politique d'austérité

La crise qui a touché le Japon est essentiellement due à une politique économique d'austérité destinée à purger les excès antérieurs des marchés boursiers et immobiliers. En clair, le Japon de la fin des années 90 a vécu l'explosion d'une bulle immobilière tellement importante que cela a mis l'économie nipponne à genoux.

Guerre en Afghanistan, guerre en Irak : au-delà des pertes humaines, des milliards de dollars partent en fumée

Dès le mois d'octobre 2001 les USA se sont lancés dans une vraie guerre.

D'abord il y eut l'invasion de l'Afghanistan désigné comme le siège opérationnel d'Al-Qaïda. Le régime des Talibans fut renversé, de nombreux musulmans présumés terroristes furent arrêtés et internés dans des camps comme la fameuse prison de Guantanamo.

Puis en 2003, ce fut l'invasion de l'Irak par les forces armées américaines et britanniques et le renversement du régime de Saddam Hussein.

Toutes ces guerres, au-delà des pertes en vies humaines colossales (aussi bien auprès des populations irakiennes que des soldats américains, britanniques et pays alliés), coûtent des centaines de milliards d'euros qui vont partir en fumée.

Guerre en Irak : quel coût économique pour les Etats-Unis ?

En même temps qu'il est parti en guerre, le gouvernement Bush a réduit l'impôt des plus riches, en dépit de l'existence d'un déficit budgétaire. En conséquence de quoi, il doit recourir à l'emprunt pour financer son intervention en Irak. C'est la première fois dans l'histoire des Etats-Unis que le coût d'une guerre n'est pas supporté par l'impôt des citoyens, mais est intégralement transmis aux générations futures.

La guerre a coûté et coûte encore très cher. Dès septembre 2001, les premières politiques économiques monétaires ultra-accommodantes des Banques Centrales font baisser les taux d'intérêt, pour essayer de soutenir le système économique.

Les attentats du World Trade Center causent un choc et un effroi monumental.

Economiquement, les attentats du 11 septembre ont entraîné la suspension de la bourse à Wall Street pendant plusieurs jours. Wall Street est fermée, les cours ne sont pas cotés. Les mesures ne sont pas conventionnelles : le monde entier a peur et cette peur paralyse le monde.

Une paralysie de l'économie en réponse à la peur de la guerre

C'est la paralysie : l'économie est donc gelée pendant quelques mois, et les investissements bloqués. Mais pas trop longtemps !

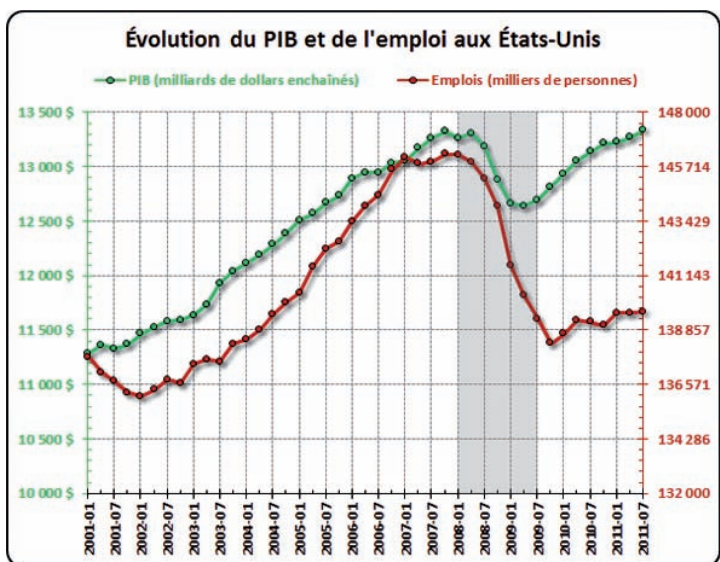
Pour combattre la récession post attentats du 11 septembre – une récession, c'est la diminution plus ou moins prolongée de l'activité économique –, on injecte un petit calmant, et on re-fluidifie. Comment ? Tout simplement, on abaisse encore plus massivement les taux d'intérêt. Pour mémoire, ce mouvement de baisse des taux d'intérêt avait été initié fin 2000 à l'issue de l'explosion de la bulle Internet. Puisque les taux d'intérêt baissent, emprunter coûte moins cher, voire pas cher du tout !

Il devient plus facile pour les entreprises de s'endetter pour investir ou racheter un concurrent. Pour les particuliers, il devient plus aisé d'emprunter pour un achat immobilier ou une nouvelle voiture. Bref, l'argent devient donc beaucoup moins cher. Baisser les taux d'intérêt revient donc à injecter de la monnaie.

A cette époque, Monsieur Dièse aurait prêté de l'argent tout de suite et en plus, pour beaucoup moins cher ! Au lieu de prêter à 10 % Monsieur Dièse l'aurait prêté à 3%. Et cette différence entre 10 et 3 %, c'est autant en plus qu'on peut emprunter. Encore une fois, on fabrique de la liquidité, en favorisant par un coût faible le recours au crédit.

Combien au juste ?

Début de réponse trouvé dans le journal les Echos.fr du 17 mars 2008 « Dans trois jours, le 20 mars, cela fera cinq ans que les Etats-Unis ont envahi l'Irak. Il est temps de faire le point sur ce qui s'est passé. Dans notre dernier livre « The Three Trillion Dollar War », Linda Bilmes et moi-même estimons à 3 000 milliards de dollars, au bas mot, le coût économique de la guerre pour les Etats-Unis. A cette somme, il convient d'ajouter 3 000 autres milliards supportés par le reste du monde »...



► Evolution du PIB et de l'emploi aux États-Unis entre 2001 et 2011 (d'après the National Bureau of Economic Research).

« Si au niveau du PIB l'économie américaine est retournée au niveau d'avant la récession, il en va tout autrement du côté de l'emploi qui accuse un retard important de 6,59 millions de travailleurs par rapport à la situation qui existait avant l'effondrement des marchés. »

Copyright : antagoniste.net

A partir de septembre 2001, le recours excessif au crédit s'emballe

Cette baisse des taux d'intérêt, c'est-à-dire des taux d'emprunt, va permettre de relancer l'économie notamment à travers le crédit immobilier aux particuliers. Ces derniers, se trouvant mécaniquement « solvabilisés », vont pouvoir s'endetter et acheter, en masse, des maisons et des appartements.

A partir de 2001, partout dans le monde, la demande en actifs immobiliers (élément du patrimoine), fait bondir le nombre de transactions, et, par voie de conséquence, fait augmenter les prix au m². Avoir acheté de l'immobilier à ce moment-là, était une excellente idée. Les prix étaient historiquement bas.

Finalement, on verra quelques années plus tard que cette politique des taux bas aura pour conséquence la formation d'une bulle immobilière sans précédent... à laquelle s'est rajoutée la duplicité de certains organismes financiers, qui financeront les plus faibles et les plus fragiles (les fameux crédits subprimes).

Au-delà des subprimes, c'est ce que l'on appellera « l'innovation financière », c'est-à-dire l'invention de nouveaux produits par les banquiers permettant de transférer le risque à d'autres.

C'est le principe de la patate chaude ! Qui brûle les mains et que l'on passe au voisin et le voisin récupère la patate chaude, c'est in fine, toujours le particulier épargnant ou le contribuable appelé en renfort. L'économie repart grâce à une injection de morphine: le crédit. Mais en aucun cas on ne l'a soignée... Tout le monde s'endette, parce que le crédit n'est pas cher, et cela fait s'envoler les prix de l'immobilier. Puisque tout le monde peut acheter, il y a des anticipations à la hausse, alors on achète, on consomme, et on s'endette encore et encore plus. Le monde entier part dans un délire collectif de crédit, qu'il s'agisse des États, des particuliers ou des entreprises.

Cet endettement « glouton », affaiblit gravement l'Amérique, à un moment où elle a été fragilisée par les attentats du 11 septembre. Sans oublier que l'Amérique et le monde sortaient tout juste de la bulle internet qui venait d'exploser en 2000.

Economie mondiale, 2001 : état de choc

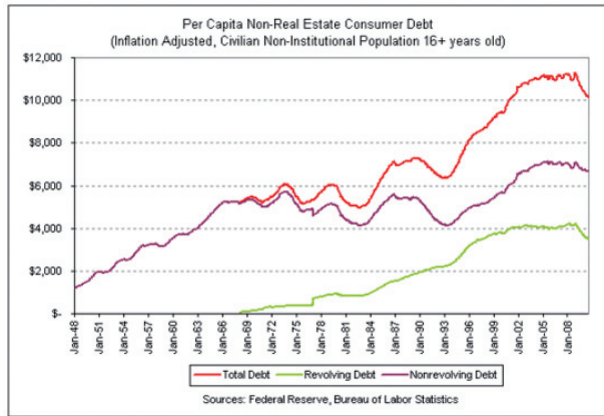
« À l'issue de dix années de croissance, constituant la phase d'expansion la plus longue de l'histoire statistiquement connue des États-Unis, l'économie américaine est entrée en récession en mars 2001. Cette datation, issue des travaux du National Bureau of Economic Research (N.B.E.R., 2001), confirme que le retournement conjoncturel était déjà bien entamé avant les attentats du 11 septembre, qui ont amplifié le mouvement de contraction de l'activité mais n'en sont pas la cause. L'ampleur de la crise est soulignée par la baisse ininterrompue de la production industrielle depuis septembre 2000 (la plus longue depuis la crise des années 1930) ».

Copyright : Universalis

► Niveau de dettes des consommateurs américains

Source : Federal Reserve, Bureau of Labor statistics
<http://modeledbehavior.com/2010/09/28/hey-big-borrower-how-in-debt-are-we-really/>

Copyright : Daniel Indiviglio



La Bulle internet : explications d'un phénomène spéculatif

C'est comme cela que l'on a nommé les excès d'investissements dans les « nouvelles technologies ». C'est l'époque où l'on crée un site internet pour rien. Site qui, en plus, ne vend rien, mais peu importe, puisque on peut le revendre six mois après pour 100 millions de dollars, alors qu'il n'y a pas eu un seul client, mais des promesses de croissance. Il y a surtout un maximum de spéculateurs pour le racheter, prendre des parts, ou faire une IPO (Introduction en bourse) ! C'est la croyance dans un monde totalement nouveau. Ce que le président de la Réserve fédérale américaine de l'époque, Alan Greenspan, nommera « l'exubérance irrationnelle des marchés ».

Définition Wikipédia, « la bulle Internet est une bulle spéculative des secteurs liés à l'informatique et aux télécommunications, sur les marchés d'actions à la fin des années 1990. Il y a eu une première période d'euphorie de 1995 à 2000 avec des investissements massifs dans cette « nouvelle économie » et les fameuses « startup ». Puis en mars 2000, la bulle a fini par « éclater » sous forme d'un krach, s'étendant à l'ensemble des bourses et provoquant une récession économique de ce secteur et de l'économie en général. Et depuis, pendant environ 5 ans, c'est à dire jusqu'en 2005 donc, ce fut une période de période purge, avec récession voir au mieux, une stagnation : « Hiver nucléaire des télécoms ».

La bulle immobilière, arme de destruction massive de l'économie

Et ce n'est pas fini ! Après l'éclatement de la bulle spéculative Internet, les investisseurs se sont redirigés vers le marché de l'immobilier considéré comme plus sûr et plus rémunérateur.

En bref, un excès chasse l'autre. Comme expliqué plus haut, on pouvait acheter quelque chose à bas prix. On gagnait donc deux fois : les taux d'intérêt étaient bas, donc les emprunts aussi et on pouvait acheter des produits pas chers.

Réaction logique d'une forte demande, les prix se sont vite mis à niveau et l'immobilier a flambé partout dans le monde ! D'autant que les prix étaient historiquement bas, depuis le krach immobilier de 1990-1991... Cela faisait suite à divers événements, comme la réunification allemande, et la deuxième guerre du Golfe ... En 1991, les ventes se sont quasiment stoppées, marquant le début du krach immobilier.

Or les bulles immobilières sont des armes de destructions massives de l'économie, pour trois raisons simples :

- Elles concernent tout le monde, aussi bien le particulier que le spéculateur le plus avisé.
- Les montants engagés sont colossaux.
- L'immobilier repose toujours sur de la dette.

Qu'une société de « capital risque », ou d'investissements, perde de l'argent sur des start-up n'est pas problématique en soi, car peu d'acteurs sont concernés. Mais il n'en va pas de même d'une bulle immobilière, qui entraîne de nombreux épargnants : messieurs et mesdames Martin, Lopez, Smith, Müller etc... dans la chute, puis les promoteurs immobiliers, les banquiers et les Etats, qui doivent aussi payer l'addition.

Trois notions pour comprendre la crise actuelle

Trois termes importants à retenir pour mieux comprendre :

1. Le crédit hypothécaire

Le crédit hypothécaire est un crédit garanti par une hypothèque, par exemple en « gageant » un actif immobilier donné en caution.

2. les subprimes

Les subprimes, ce sont les crédits dits à risques, accordés à des gens qui ne sont en fait pas solvables et qui, normalement, n'auraient pas dû pouvoir y avoir recours. Ce sont donc des produits financiers ultra toxiques.

3. La titrisation

Enfin, la titrisation c'est le terme employé pour décrire le phénomène qui a consisté à regrouper l'ensemble de ces crédits risqués en lots, et de revendre ces mêmes lots un peu partout dans le monde, sous forme de produits financiers très fructueux proposés, à tous les particuliers sous forme de placements.

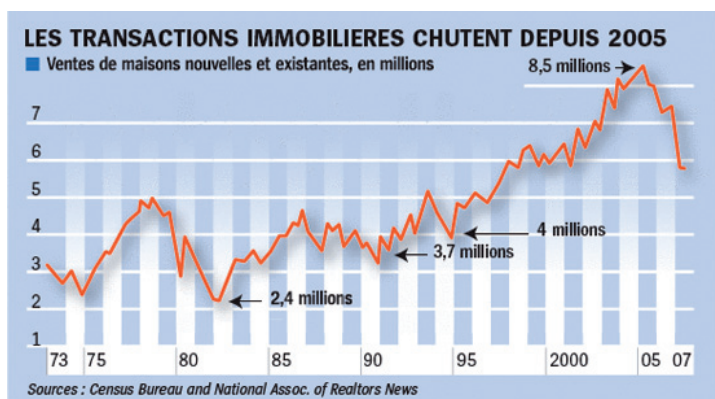
Avec ces trois notions en tête, revenons sur cet enchaînement dramatique.

Attentats du 11 septembre, taux d'intérêt qui baissent, prix de l'immobilier qui montent : cela entraîne le début du triste tour de prestidigitation. On propose, notamment aux Américains, des nouveaux produits financiers tout juste sortis du chapeau, en leur disant : « *Cher Mister Smith, vous avez acheté votre maison 100 000 \$, grâce à un crédit de 100 000 \$. Mais aujourd'hui, vu que l'immobilier a pris 20 % par an pendant quatre ans, votre maison vaut finalement 200 000 \$. Comme vous avez déjà remboursé en partie votre crédit, vous ne devez plus que 80 000 \$ à la banque, mais comme votre actif vaut (théoriquement) 200 000 \$, la banque vous propose à nouveau d'emprunter. Super aubaine, non ? Soit un disponible net d'endettement de 120 000 \$ pour vous acheter*

➤ Chute des transactions immobilières depuis 2005

Sources : Census Bureau and National Assoc. Of Realtors News

Copyright : lesechos.fr, le Journal des Finances



dix nouveaux ordinateurs, cinq frigos américains, et quatre nouveaux 4/4. Cher Monsieur Smith, je vous prête ? » Bien sûr ! dit Monsieur Smith ! Prêtez-moi ! Et Monsieur Smith emprunte donc 120 000 \$ de plus, sur lesquels, sera hypothéquée la valeur supérieure de la maison. C'est ce que l'on appelle le crédit hypothécaire. Enfin ses dérives pour être plus précis.

Sauf qu'aux Etats-Unis, à partir de 2005-2006, démarre une « crise » immobilière. Après avoir très fortement augmenté, suite aux attentats et l'éclatement de la bulle Internet, les prix de l'immobilier commencent à baisser légèrement, la valeur de la maison de Mr Smith baisse et ne vaut plus que 180 000 \$. Sa banque peut donc, dès lors, exiger que Mr Smith rembourse immédiatement la partie du crédit qui n'est plus couverte par la valeur de sa maison (Cf crédit hypothécaire).

Le crédit, vital pour l'économie... mais son excès nuit à la santé

Les banques ne disposent pas en totalité de l'argent qu'elles prêtent. Elles empruntent cet argent. Les banquiers et les gouvernements ont fixé un « ratio » (un rapport), entre l'argent « fictif » que les banques prêtent et les dépôts qu'elles gardent. Et il a été décidé, en gros, 9 pour 1.

Cela veut dire que, pour 9 € prêtés par une banque, il doit y avoir 1€ dans les caisses de cette même banque. Cela s'appelle les fonds propres.

Il y a une raison économique très valable et très raisonnable à cette situation qui peut paraître surprenante. Cela vient de la notion de création de monnaie, qui précède l'enrichissement de tous. Imaginons un monde dans lequel seul l'argent qui existe est prêté. Dans ce monde-là, il ne pourrait pas y avoir une progression du nombre de sous, et comme la population augmente toujours, il faudrait partager chaque jour un peu moins de sous par personne. « La masse monétaire » n'évoluerait pas. Et la possibilité de « trouver » des capitaux pour financer un investissement, deviendrait quasiment impossible. Au bout de quelques mois la croissance cesserait, et au bout de quelques années, l'économie disparaîtrait au profit d'une activité de subsistance. Le crédit est le sang vital de l'économie. Mais trop de crédit provoque des dégâts tout aussi considérables.

L'économie c'est le sens de l'équilibre. Lorsque cet équilibre est brisé une crise se produit. Ce qui a brisé l'équilibre dans cette crise c'est la volonté des banques de prêter plus que de raison et la complicité des autorités de régulation, des agences de notation et de l'ensemble des Etats qui avaient intérêt à ce que la « fête continue » le plus longtemps possible.

L'activité bancaire soumise à des règles... et à l'indulgence des autorités de contrôle

Les règles « prudentielles » qui régissent l'activité bancaire.

Pour faire simple, lorsqu'une banque reçoit 1€ de dépôt d'un client, elle peut prêter 10 fois ce montant à d'autres clients, soit octroyer 10€ de crédit. Et comment une banque gagne-t-elle de l'argent ? Notamment grâce à son activité de prêt et de crédit.

Dans un pays comme la France, nous avons un certain nombre de grandes banques. Chacune d'entre elles dispose de sa propre clientèle. Le rythme de croissance de la population étant de 1 ou 2% par an, cela signifie qu'elles peuvent augmenter le nombre de leurs clients, et par voie de conséquence, les montants des dépôts seulement de 1 ou 2% par an.

Mais, l'objectif de croissance de ses actionnaires est de 20% par an ! Comment peut-on réussir à concilier ces deux exigences totalement opposées ?

L'idéal pour poursuivre cette croissance, serait donc de pouvoir octroyer plus de crédit, à plus de clients, même si les dépôts (fonds

propres) n'augmentent pas. Le problème, c'est que les autorités de régulation ne souhaitent pas changer les règles et la proportion entre dépôts et crédits octroyés.

C'est là, précisément, que rentre en jeu la créativité financière des Anglo-Saxons.

Pour sauver les apparences, la banque va constituer avec quelques milliards d'euros d'encours de crédit un paquet de créances. C'est la titrisation, qui va être revendue à des confrères, à des institutions, à des fonds ou à des particuliers. Il s'agit des fameux ABS, les « Asset-back Securities ». Le paquet de crédits une fois revendu, cela « libère » automatiquement pour la banque une nouvelle capacité à prêter de nouveau, même si ses dépôts n'ont pas augmenté. C'est comme cela que les banques ont réussi à s'abstraire très facilement des contraintes légales et prudentielles, le plus souvent avec l'indulgence silencieuse des autorités de tutelles et des Etats...

Des crédits garantis par des banques... qui se transforment en actifs toxiques

Il est possible de contourner autrement ces ratios de prudence. C'est un peu plus compliqué dans la réalité, mais l'idée est simplement de s'assurer mutuellement contre des risques de non remboursement des emprunteurs.

Imaginons une Banque A qui va aller voir une Banque B, et lui demander de garantir le paquet de 9€ de crédit qu'elle vient de donner. Comme la Banque B lui donne une garantie pour 9€, il n'y a plus de problème de règles prudentielles puisque la banque a obtenu une couverture, une garantie. La Banque A peut donc recommencer à prêter 9€... sans avoir, bien sûr, les dépôts en face.

En échange, la banque B demandera aussi à la banque A de lui garantir ses crédits. Puis ces paquets de crédits, seront même carrément revendus par lots, dans des produits financiers, comme les assurances vie, eux-mêmes revendus à des millions d'épargnants partout à travers le monde. Donc, au bout d'un certain temps, plus personne ne sera en mesure de dire quel crédit ou encore qui a la créance correspondante à la propriété de qui !

Beaucoup d'intervenants se retrouvent avec des paquets de dettes plus ou moins de mauvaise qualité que l'on appellera très vite des « actifs toxiques. »

Les banques à la fois emprunteuses et prêteuses

Or à ce moment-là, (fin 2007-2008) on ne sait pas qui a acheté quoi, et qui pourrait éventuellement perdre beaucoup d'argent, en ayant acheté trop de ces produits toxiques. Dès lors, un phénomène de peur fait que les banques ne se prêtent plus entre elles.

Et c'est de nouveau la paralysie. Le marché interbancaire est gelé, les taux d'intérêt entre banques explosent, parce que chaque banque préfère conserver ses propres liquidités que de prêter à la voisine. Le problème, c'est que les banques ont tous les jours des besoins de trésorerie et de liquidités. De façon schématique, un jour, la banque est emprunteuse car beaucoup de clients font des retraits, alors que le lendemain la même banque peut être prêteuse car beaucoup de clients auront déposé beaucoup d'argent.

Or que se passe-t-il, lorsqu'une banque n'a pas assez de liquidités, donc d'argent, et qu'elle est « emprunteuse » ?

C'est très simple : c'est la crise bancaire ! Certaines d'entre elles risquent de faire défaut, c'est à dire, de faire faillite.

Et comme il s'agit de l'histoire de tous ces petits emprunteurs qui avaient du mal à rembourser leurs crédits, comme monsieur Smith, les banques ont eu, à leur tour besoin de refinancements plus importants. Elles ont dû trouver l'argent que leurs clients n'étaient plus capables de leur donner à travers les remboursements de crédit mensuel. Et, dans ce cas, les Etats ont été obligés d'intervenir massivement sinon tout le système risquait de s'effondrer...

Tout se serait effondré, à une vitesse excessivement rapide, entre deux à trois semaines voire moins (c'est ce que l'on appelle le risque systémique)...

Les banques centrales qui trônent tout en haut du système « pyramidal » bancaire, (comme la FED aux Etats-Unis, la Banque Centrale Européenne ou encore les Banques Centrales anglaise et japonaise), ont injecté des centaines de milliards de dollars et d'euros dans le système bancaire, dans des actions concertées spectaculaires et sans précédent dans l'histoire économique mondiale.

Les banques centrales assurent la liquidité et exercent ce que l'on nomme leur droit de prêteur en dernier ressort. Quand plus personne n'est en capacité de prêter, quand le marché ne fonctionne plus, les banques centrales se substituent aux marchés devenus inopérants.

Cela n'ayant pas suffi pas à rétablir la confiance dans le système, le monde s'est retrouvé dans une situation où les Etats sont intervenus, à leur tour, pour garantir les emprunts des banques, effectués sur le marché interbancaire, afin de le ranimer. Paradoxalement, les déficits des banques vont être reportés sur les déficits des Etats.

D'un risque de faillite bancaire, on arrive à un risque de faillite d'Etat

Voilà la situation actuelle... Et la Grèce est le premier pays européen à en payer durement le prix. Mais ce n'est pas le seul, le cas de Chypre est édifiant et les récessions qui plongent l'Italie, l'Espagne, le Portugal dans un marasme économique sans précédent sont très préoccupantes.

Ce risque de faillite des Etats est aggravé par une crise économique sans précédent en termes de chute de la croissance. Cela a pour conséquence l'effondrement des rentrées fiscales, c'est-à-dire moins d'impôts encaissés, et une augmentation phénoménale des dépenses des Etats dans le soutien à l'économie réelle, (via les plans de relances) et l'augmentation des dépenses sociales.

Pourquoi ce système a-t-il explosé en 2007 ? Parce qu'entre temps, monsieur Smith a perdu son emploi et ne peut plus honorer ses crédits. Plus d'emploi, plus d'argent !

En 2007 on s'est simplement heurté à quelque chose qui trouve, entre autre, son origine dans la chute du mur de Berlin et la mondialisation.

C'est le fameux pouvoir d'achat des ménages. Par exemple, en France, on gagne en moyenne 1500 € brut/mois. Ce qui signifie que pour un foyer en France, monsieur et madame Dupont gagnent environ 3 000 €/mois. Par conséquent si monsieur et madame s'endettent à hauteur de 33%, ce qui est la quotité admise par l'usage, cela veut dire que sur 3000 €, ils ont la possibilité de rembourser 1 000 €/mois. Et 1000 € /mois à rembourser sur vingt ans, alors qu'en moyenne monsieur et madame ont environ trente ans lorsqu'ils achètent, cela veut dire qu'en gros ils peuvent emprunter un capital de 150 000 €.

La capacité moyenne d'emprunt d'un couple français moyen vivant dans un appartement moyen, qui va rouler dans une voiture moyenne, c'est 150 000 € sur 20 ans.

Et ce phénomène de moyenne est très important, car il signifie qu'il existe un plafond de verre à l'augmentation des prix, sauf à avoir une inflation importante des salaires qui redonnerait aussi de la marge de manœuvre « d'endettement ». C'était le cas dans les années 60, 70 et 80.

Le plafond de verre de la croissance, conséquence de la mondialisation

Le plafond de verre est lié à ce phénomène de moyenne.

Si le couple moyen ne peut pas emprunter plus de 150 000 € en moyenne, cela veut dire que le prix moyen d'une maison ne peut pas dépasser 150 000 €, sauf avec une inflation y compris et surtout des salaires. Or on ne peut plus avoir ce phénomène d'inflation des salaires à

partir du moment où depuis la chute du Mur de Berlin, nous sommes rentrés dans une économie mondialisée, dans lequel des pays low cost comme l'Inde ou la Chine peuvent exercer grâce à leur main d'œuvre pas chère une force et une pression à la baisse sur les salaires occidentaux. Ensuite, la masse de chômeurs pèse considérablement sur la possibilité de voir les salaires évoluer vers la hausse.

Prenons un exemple simple. Une bonne vendeuse dans une boutique quelconque est payée au SMIC. Elle demande une augmentation de 10%. Réponse : Non ! Pourquoi ? Quatre millions de personnes rien qu'en France attendent un job. L'augmentation aujourd'hui, c'est d'avoir le droit à un travail. Comme disent les Anglo-Saxons, « Your job is your bonus ». Votre bonus c'est d'avoir encore du boulot.

La faiblesse de l'évolution du pouvoir d'achat va mettre fin à la spéculation immobilière aux Etats-Unis tout simplement faute de combattants, c'est-à-dire faute d'acheteurs solvables (même les plus fauchés étaient déjà propriétaires !). Plus personne à endetter et plus personne pour acheter, cela ne pouvait avoir pour conséquence qu'une baisse des prix de l'immobilier, c'est-à-dire un réajustement du prix sur les possibilités financières moyennes des acheteurs potentiels. C'est cela qui, encore une fois, amène la crise des subprimes.

Synthèse chronologique des événements et de leurs conséquences

1. **1975-1980** : chocs pétroliers et automatisation = démassification
2. **1989** : La chute du mur de Berlin = délocalisations = chômage
3. **2000** : Eclatement de la bulle spéculative Internet
4. **2001** : Attentats du 11 septembre = Les USA entrent en guerre
5. **2001** : Baisse des taux d'intérêts = Montée de l'immobilier jusqu'en 2007
6. **2003** : Coût de la guerre en Irak, poursuite des délocalisations, gonflement de la bulle immobilier, montée en puissance de la Chine. Monsieur Smith perd son emploi, baisse du pouvoir d'achat.
7. **2007** : L'éclatement de la bulle immobilière. Crise des subprimes
8. **2008** : Crise économique mondiale
9. **2010** : Crise de l'endettement des Etats
10. **A partir de 2013** : effondrement des Etats

LA CHINE, ACTEUR ÉCONOMIQUE DEVENU INCONTOURNABLE EN 10 ANS

Alors que je travaillais sur ce livre, j'ai ressorti de ma petite bibliothèque personnelle un bouquin qui s'appelle « L'état du monde aujourd'hui ». L'ironie c'est que ce livre, lui, date de 1992...

En 1992 / dans les années 90, il y a un pays dont on ne parle même pas, qui n'existe pas sur la scène économique internationale : c'est la Chine.

On ne parle pas plus de l'Inde, d'ailleurs. Il faudra attendre le 1er janvier 2002, date de son entrée à l'OMC (Organisation mondiale du commerce) pour qu'elle ait les outils nécessaires à la croissance économique spectaculaire qu'on lui connaît aujourd'hui.

En moins de 10 ans la Chine s'est imposée dans tous les niveaux de l'économie. Comme tout le monde, d'ailleurs, nous téléphonons made in China, photographions made in China, on s'habille made in China, jouons made in China, mangeons made in China etc... et bientôt nous serons tous ou presque des « chômeurs made in China » !

Il est possible de faire un lien avec les attentats du 11 septembre, la crise économique actuelle, et la Chine. Nous sommes rentrés dans un conflit économique asymétrique...

Un conflit asymétrique, c'est lorsque l'on ne nous attaque pas de la même façon. Par exemple, les USA sont attaqués par un groupe re-

connu terroriste, comme Al Qaida. Pour se défendre, ils ne peuvent pas utiliser la dissuasion nucléaire qui serait efficace vis-à-vis d'un autre Etat.

Les Etats-Unis détenaient l'arme atomique, et les Russes aussi. Si jamais les Russes attaquaient les Américains à coup d'armes atomiques, les Américains allaient, bien sûr se faire atomiser, mais les Russes aussi. C'est ce qu'on appelait la destruction mutuelle assurée.

Dans un conflit asymétrique il n'y a pas de symétrie. Il n'est pas question d'atomiser Al Qaida, parce que Al Qaida n'est pas un Etat avec des institutions, ce n'est pas un pays avec des frontières et des villes. Al-Qaida est une entité diffuse à travers de nombreux pays. Et on ne peut pas atomiser tous les pays de la terre entière sous prétexte qu'il y a peut-être un de leurs sympathisants à Bobigny !

Le rapport avec la Chine, c'est que nous vivons un autre « conflit asymétrique » aujourd'hui. Mais, cette fois, on est dans un conflit asymétrique économique. Et il s'agit de la guerre économique qui oppose l'occident à la Chine.

Entre l'Occident et la Chine, un conflit asymétrique causé par le coût des salaires

La raison de l'asymétrie de ce conflit est simple. Avec les pays low cost, où est la symétrie ? Un ouvrier américain coûte 3 000 \$/mois, un salarié européen coûte 3000 Euros/ mois. Pour simplifier les grands équilibres macro-économiques, un dollar vaut un euro (en données corrigées du taux de change).

Mais un ouvrier chinois coûte 40 euros ! Cela veut dire que pour un Européen ou un Américain, une entreprise va pouvoir « s'acheter » dix Chinois ! C'est totalement asymétrique.

Comment économiquement, les Etats-Unis et l'Europe peuvent être plus performants contre la Chine dont les différences culturelles, sociales, historiques nous dépassent ? Avec sa population d'un milliard et plus, cela donne l'impression d'un corps insaisissable.

L'image véhiculée que la Chine est une dictature, qu'elle n'a pas le droit de grève, qu'il n'y a pas de syndicat, et où c'est marche ou crève, s'avère sans doute aujourd'hui un peu simple.

On sait que c'est plus complexe que cela. Le système légal chinois est tout nouveau, le métier d'avocat n'existe que depuis une petite trentaine d'années : cette profession est loin de faire l'unanimité au sein même de la culture chinoise plus habituée aux décisions autoritaires et arbitraires, et où le collectif passe avant l'individu... Ce qui est sûr, c'est que la Chine en intégrant les organisations et les systèmes occidentaux doit aussi assimiler les « standards » internationaux en matière de Droits de l'Homme. Cela ne pourra pas se faire en un an, voire une décennie, ou même une génération. Les Chinois ont le temps pour eux, et le nombre. Ce qui n'est pas le cas de l'Occident.

Même si, hier un travailleur à Shanghai, Beijing ou Shenzhen était payé 40\$ par mois, et qu'aujourd'hui il est payé 100\$ par mois, cela demeure très intéressant pour une entreprise occidentale. Cela va lui permettre de produire moins cher, de continuer à vendre de plus en plus cher, et de gagner des sommes encore plus importantes pour ses actionnaires.

Economiquement cette logique est imparable. Elle est même normale.

La raison d'être d'une entreprise est de gagner toujours plus. Le problème c'est que l'on atteint un stade où la somme des intérêts particuliers n'est plus égale à l'intérêt général.

Par exemple, la société Tartempion SA a intérêt, individuellement, à fermer son usine en France, et à faire produire en Chine, pour continuer à vendre au même prix en France. Mais cela ne peut fonctionner que si Tartempion est la seule à fermer son usine. Car, si tous les Tartempions ferment leur usine, alors il n'y a plus de salariés en France, il ne reste plus que des chômeurs, il n'y a donc plus de consommateurs...

C'est aussi cette limite qui commence à apparaître.

Quelles solutions pour que l'Occident retrouve une compétitivité ?

C'est une grande question, qui pose aussi celle du principe de la démocratie.

Comment peut-on, Occidentaux avec des démocraties et un droit social, lutter contre les qualités intrinsèques d'efficacité économique que montre un pays comme la Chine, qui est une « dictature » politique, une « dictature » du business, une « dictature » environnementale, même si tout cela il est vrai évolue ?

Pour se remonter le moral, il suffirait de se dire qu'une crise sanctionne toujours la recherche d'un nouvel équilibre. Et que de chaque crise, il peut sortir le meilleur comme le pire.

Mais, évidemment, c'est à chacun d'entre nous qu'il appartiendra de faire les meilleurs choix...

Néanmoins, ce qui est sûr, c'est que, d'avoir la retraite à 60 ou 65 ans, ne changera rien au fait que, si les Chinois travaillent jusqu'à 90 ans, nos retraités resteront toujours un poids lourd à supporter.

Ce qui est certain, c'est que baisser les charges sociales en France, aux Etats-Unis ou en Allemagne, ne changera rien à notre compétitivité, tant que les Chinois continueront à être payés 40€ voire 100€/mois.

Croire que les pays occidentaux seront des pays uniquement constitués de Polytechniciens qui conserveront les tâches à forte valeur ajoutée, alors que les Chinois continueront à coudre seulement nos tee-shirts, est évidemment un leurre !

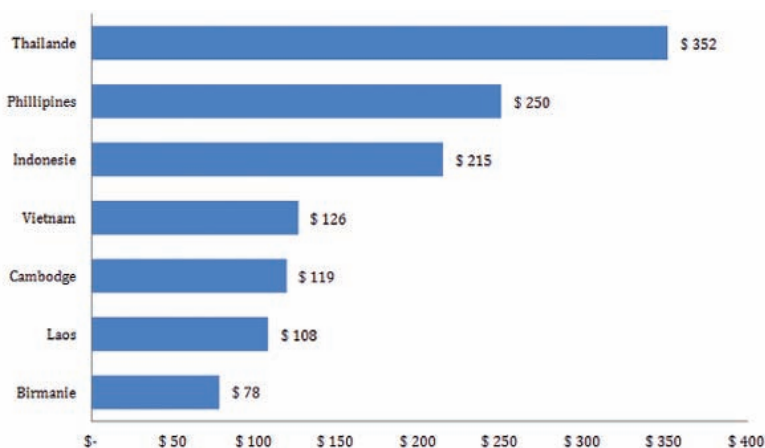
C'est non seulement un leurre, mais c'est en plus, faire insulte à la qualité séculaire de la civilisation chinoise, qui est parmi les plus brillantes du monde.

Ce qui est certain, c'est que la concurrence « libre et non faussée » (principe inscrit dans le projet de constitution européenne et qui avait occasionné un immense débat en France en 2005) est un principe profondément libéral. Ce qui est également une certitude, c'est que la concurrence qui oppose de façon générale, l'Occident d'une part, à l'Asie d'autre part, est bel et bien faussée.

Quelles règles du jeu pour une concurrence non faussée entre l'Occident et l'Asie ?

La compétition n'a de sens économique que lorsqu'elle a lieu avec les mêmes règles du jeu ou des règles sensiblement identiques.

La compétition entre acteurs de même niveau entraîne normalement une stimulation saine, et donc une notion de progrès et d'innovation.



► Salaire moyen dans l'industrie manufacturière pour 2013 – estimations

Source : <http://entrepreneursd-asie.com/khmerdev-franck-touch/>

C'est la théorie, et elle est relativement valable entre les pays européens et l'Amérique du nord, ou encore le Japon, puisqu'il s'agit (malgré de réelles différences) de pays démocratiques avec des protections sociales, des lois, un salaire minimum etc... Et ce n'est pas la même histoire avec la Chine ou l'Inde !

La compétition actuelle avec la Chine est complètement faussée puisque les bases sociales, commerciales et fiscales ne sont pas les mêmes.

Nous sommes condamnés à perdre, sauf si on arrivait à jouer à égalité avec eux, c'est-à-dire à abolir tout droit social, alléger considérablement les normes environnementales, et à supprimer le salaire minimum. Le Smic à 40 €/mois devrait nous rendre enfin compétitif.

Il y a 1 354 040 000 Chinois et 1 210 193 422 Indiens qui attendent un travail, alors que la population cumulée « occidentale » arrive à 941 991 704 (Europe, 500 413 406, Etats-Unis 314 918 615 et Japon 126 659 683).

Cela veut dire que, tous les Chinois ou Indiens n'auront pas encore tous un travail, que nous, nous serons déjà tous chômeurs. Mécaniquement et mathématiquement, la mise à niveau ne pourra se faire que vers le bas. C'est exactement le phénomène auquel on assiste avec le salaire minimum en Grèce qui a été baissé à 586 € ou encore avec le pacte pour la compétitivité en France qui cherche à baisser le coût du travail, ou encore avec les jobs à 1 € de l'heure en Allemagne.

Néanmoins, je pense que l'on est vraiment très proche du point de fusion de l'économie mondiale. C'est ce que sanctionne cette crise. Le temps presse. Bientôt il sera trop tard.

C'est le système lui-même qui, par ses excès, est en train de s'auto-détruire....

UNE CROISSANCE INFINIE DANS UN MONDE FINI : LA RARETÉ, NOUVELLE RÉALITÉ

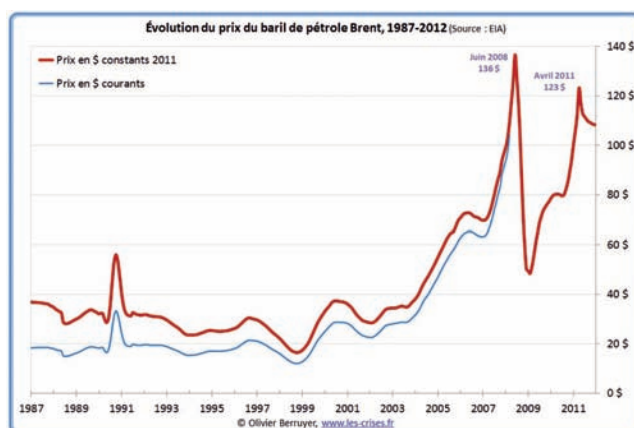
Gandhi disait déjà: « La Terre a suffisamment de ressources pour satisfaire les besoins fondamentaux de chacun, mais pas assez pour l'avidité de tous ».

Ce que tout le monde pensait être une limite lointaine et nébuleuse est en réalité en cours de matérialisation depuis quelques années. Par exemple, les prix du baril de pétrole, après avoir atteint des sommets à environ 150\$, se maintiennent à des niveaux élevés malgré une conjoncture économique mondiale en berne.

➤ Evolution du prix du baril de pétrole Brent, 1987 – 2012

Source : EIA

© Olivier Berruyer, www.les-crises.fr



Force est de constater que notre modèle de développement économique est basé sur une énergie abondante et peu coûteuse. C'est pour cette raison essentielle que les prix de l'énergie sont scrutés avec autant d'attention par l'ensemble des dirigeants et des observateurs économiques.

Il est raisonnable de penser qu'un retour de la croissance même modéré entraînerait une augmentation des prix du pétrole telle que cette même augmentation viendrait immédiatement «casser» cette reprise économique naissante.

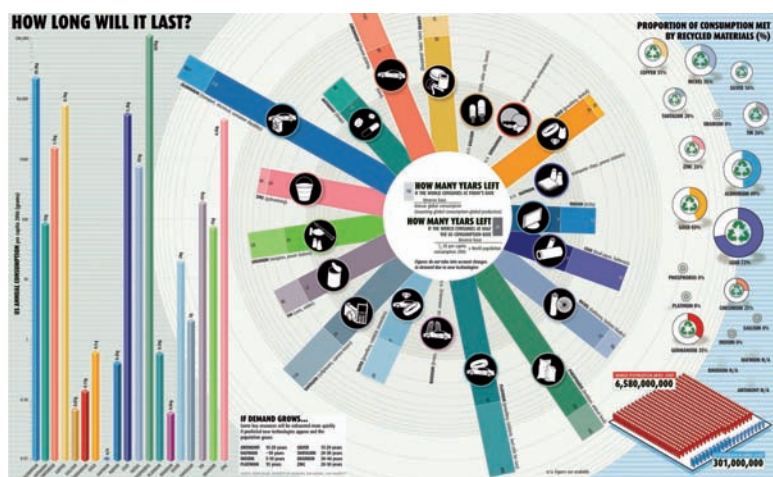
La raréfaction des ressources énergétiques devient désormais un frein évident à toute reprise pérenne de la croissance.

Plus inquiétant encore, notre modèle de croissance, depuis presque trois siècles et la révolution industrielle, repose sur le principe d'une consommation de masse avec une production de masse dont découle l'idée de croissance.

La croissance économique c'est toujours plus de production, toujours plus de consommation grâce à une énergie peu chère et de matières premières accessibles sans limitations. Or les réserves actuellement estimées donnent les indications suivantes sur la fin envisagée de certaines ressources, indispensables à ce jour à la poursuite de notre croissance industrielle.

Date estimée de fin des ressources

- 2012** : fin du terbium
- 2018** : fin du hafnium
- 2021** : fin de l'argent
- 2022** : fin de l'antimoine
- 2023** : fin du palladium
- 2025** : fin de l'or, fin du zinc, fin de l'indium
- 2028** : fin de l'étain
- 2030** : fin du plomb, fin du lithium
- 2038** : fin du tantale
- 2039** : fin du cuivre
- 2040** : fin de l'uranium
- 2048** : fin du nickel
- 2050** : fin du pétrole
- 2050** : fin du lithium
- 2064** : fin du platine
- 2072** : fin du gaz naturel
- 2087** : fin du fer
- 2120** : fin du cobalt
- 2139** : fin de l'aluminium
- 2158** : fin du charbon



➤ Prévisions d'épuisement des ressources minières

« Ce graphique établi d'après des expertises géologiques dresse les perspectives de temps qu'il reste à exploiter les minerais, en fonction du ratio minerai non encore extrait/consommation par habitant ».

Source : www.loretlargent.info

Il est important de rappeler qu'il s'agit d'estimations à ce jour. Il est évident que de nouvelles découvertes de gisements auront lieu, que des progrès dans les techniques d'extractions seront réalisés. Mais cela ne changera rien au phénomène de raréfaction des ressources dans lequel nous venons de rentrer et qui est incompatible avec notre modèle de croissance actuel.

L'humanité va devoir apprendre à partager

Enfin se pose bien évidemment le problème démographique. Nous venons de dépasser en 2011 les 7 milliards d'habitants sur la terre.

Sept milliards d'habitants, qu'il va falloir nourrir, abreuver, éduquer, soigner, loger, malgré une raréfaction des ressources. Cette situation porte en elle le germe de grands dangers potentiels. L'humanité devra apprendre à partager. L'humanité devra choisir ce qui devra croître et ce qui devra décroître.

Enfin, le capitalisme néolibéral actuellement à l'œuvre devra s'adapter à cette nouvelle donne économique de la «fin du toujours plus». Cette adaptation se fera sur les modes de production via une consommation raisonnée et parcimonieuse, avec une nécessité au recyclage, à la réutilisation et à la réparation, le système capitaliste, étant par essence et par nature adaptable. D'ailleurs il vaudrait mieux parler des capitalismes plutôt que du capitalisme tant ce système économique est évolutif en fonction des contraintes extérieures qu'il subit. Souvenez-vous comment était le capitalisme quand il y avait le communisme : nous avons débuté cet ouvrage avec ça.

Tout changement de modèle s'accompagne de grands bouleversements, politiques, sociaux, et économiques. Les entreprises actuellement cotées sur les places financières sont valorisées en fonction de leur potentiel futur de croissance dans un monde de «toujours plus». Si demain le mieux et le moins l'emportent sur le plus, alors ces modèles de valorisation deviendront tout simplement caduques.

Enfin et pour illustrer le début d'une prise de conscience internationale indéniable, le ministre des finances allemand Wolfgang Schäuble disait le 16 décembre 2011 dans un article du Zeit : « La cupidité sans limite, la recherche de profits toujours plus élevés sur les marchés de capitaux qui ne sont pas pour rien dans la crise bancaire et économique, puis plus tard celle de pays entiers, à laquelle nous sommes

➤ Comptage de la population mondiale

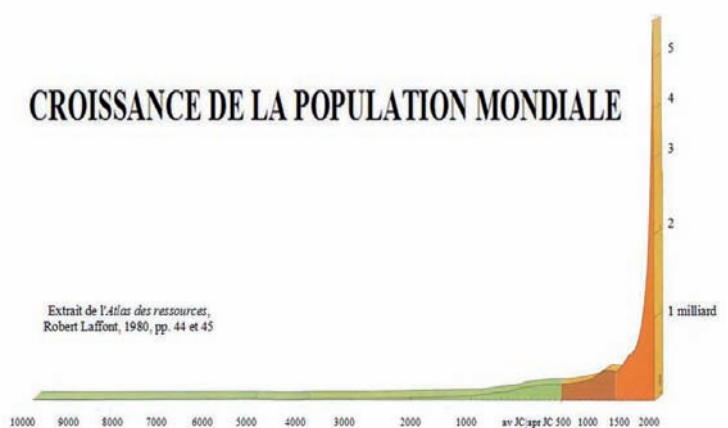
Source : www.population.mondiale.com



➤ Croissance de la population mondiale

Source : Editions <http://www.editions-ouest.fr/pictures/Croissance%20de%20la%20population%20mondiale.jpg>

Extrait de L'Atlas des ressources, Robert Laffont, 1980, pp. 44 et 45



confrontés depuis 2008. » Et de mettre en garde : « Nous devrions nous engager à limiter la croissance économique dans nos pays occidentaux », car ils ont atteint un certain degré de « saturation ». Nous rentrons dans le règne de la rareté.

Pour conclure cette partie de rappels historiques, il apparaît clairement que la crise structurelle que nous vivons est plurifactorielle.

Une augmentation inexorable d'un chômage de masse lié aux progrès technologiques - la démassification - et à la mondialisation. Des salaires qui ne peuvent plus augmenter pendant 15 ans en raison de ces mêmes phénomènes et bien sûr des taux d'intérêt extrêmement bas qui permettront d'occulter dans un premier temps ces difficultés structurelles, mais pour mieux ressurgir de façon dévastatrice à partir de 2007. A l'ensemble de ces éléments se rajoutent désormais le défi démographique et la raréfaction des ressources.

Nous nous dirigeons à grands pas vers un nouveau système dont les contours sont aujourd'hui indéfinissables avec précision tant le nombre de «possibles» est important. Le monde bascule vers le monde d'après... car ce que nous vivons n'est pas une crise mais la fin d'un monde.

Explosion de l'euro, croissance en berne, système bancaire au bord de l'effondrement, mondialisation problématique, répartition des richesses contestable, accès aux ressources et matières premières de plus en plus difficile, risques géopolitiques majeurs, endettement massif, déclin américain... c'est une véritable liste à la Prévert que celle des risques qui pèsent sur chacun d'entre nous. Les années qui s'annoncent seront difficiles et pleines de dangers.

Avant d'aller plus loin, souvenons-nous quelques instants de notre histoire économique récente.

«Messieurs les Anglais tirez les premiers». C'est lors de l'épisode de la bataille de Fontenoy (en 1745), que ce mot fameux aurait été prononcé.

Dans notre Europe moderne nous avons depuis quelques décennies su faire taire les armes et les canons. C'est bien sur le principal succès de l'Union Européenne. C'est d'ailleurs ce succès et cette connaissance historique, partagée par tous, des affres des guerres qui ont ravagé notre continent pendant des siècles, qui rend dans l'esprit de tous indépassable l'idée de construction européenne.

L'euro est une construction politique. Pas économique

La monnaie unique a été créée et pensée il y a presque vingt ans. A l'époque, et c'est important de le rappeler, le Mur de Berlin vient de s'effondrer. La France, inquiète, voit poindre le danger d'une grande Allemagne réunifiée. François Mitterrand, alors Président de la République, reste avant tout un homme de la Seconde Guerre mondiale. Il n'aura de cesse que d'arrimer l'Allemagne à la France, à moins que ce ne soit le contraire, afin de rendre le destin de nos deux nations indissociable. La monnaie unique est un peu comme une corde reliant plusieurs alpinistes mais qui ne pourrait pas être coupée en cas d'accident. Dès lors, si l'un des membres de l'euro tombe, toute la cordée sera entraînée dans la chute.

L'euro est une monnaie économiquement allemande, mais de construction politique française.

Le Président Mitterrand a donc négocié l'aide et le soutien de la France à la réunification Allemande contre l'adhésion de l'Allemagne à l'euro en échange de quelques critères de bonne gestion financière (les célèbres critères de Maastricht) oubliés par tous (y compris nos camarades allemands) depuis bien longtemps. Il ne faut pas oublier la décision politique prise à ce moment-là par le Chancelier Allemand de l'époque Helmut Kohl. Ce dernier a décidé de convertir la monnaie des allemands de l'Est au prix de la monnaie de l'Ouest. En clair un Deutsch Mark (RFA-ouest), valait un Ost Mark (RDA-Est). L'Allemagne n'avait pas l'argent nécessaire bien sûr pour convertir cette masse mo-

nétaire nouvelle sur la base de 1 pour 1. Une telle conversion n'avait d'ailleurs aucun sens économique. L'Ost Mark valait plutôt dix fois moins d'un deutschemark. Là encore l'idée était Politique. Il s'agissait d'affirmer la réunification du peuple allemand, et qu'un Allemand de l'Ouest «valait» un Allemand de l'Est.

N'oublions pas qu'hier comme aujourd'hui les Allemands ont toujours refusé la notion de monétisation. Les Allemands n'ont pas imprimé les deutschemarks nécessaires. Ils les ont empruntés sur les marchés. Ce faisant, ils ont asséché le marché monétaire, provoqué une hausse massive des taux d'intérêt, à l'origine de la récession et de la crise économique des années 90 à 95. Nous avons tous payé le prix de la réunification allemande en Europe et particulièrement la France. Mais l'adhésion de l'Allemagne à l'euro était à ce prix.

L'Euro un «OGM» qui n'est pas viable

Reprenons. L'euro est donc une construction politique et pas économique. C'est une monnaie unique, pour 17 peuples différents, 17 langues, et surtout 17 économies hétérogènes. Car le problème génétique de l'euro, c'est qu'il s'applique à 17 économies qui sont profondément différentes. L'idée de l'euro est très belle, comme celle de la construction européenne. Pour toute personne saine d'esprit la construction européenne est une évidence. Néanmoins, en économie la beauté des choses n'est que de peu d'importance. La réalité c'est que les déséquilibres économiques de nos 17 pays ne peuvent plus désormais trouver de résolution qu'à travers des ajustements monétaires, qui restent la seule et unique solution économiquement viable. Non et cent fois non, le fait de mettre un pays à l'amende, car il ne respecte pas son budget, ne changera jamais rien à la structure de l'économie de ce pays, qui devra emprunter plus pour payer une amende (pour mémoire il existe déjà les «procédures pour déficits excessifs»).... Non et cent fois non, effectuer un contrôle budgétaire européen ne changera rien aux forces et faiblesses intrinsèques d'une économie nationale... Non et cent fois non de nouveaux traités ne changeront rien au «stock» de dettes déjà existant... Non et cent fois non, la rigueur ou l'austérité ne peuvent constituer l'alfa et l'oméga d'une politique économique (ce qui ne veut pas dire que ce n'est pas indispensable).

La fin du «Business Model» des Etats Providence

Soyons sérieux. Les Etats européens, en particulier français, sont bâtis sur l'idée d'Etat-providence. La «providence» est un mot qui signifie que le cours des événements est issu de l'action bienveillante d'une puissance divine (généralement Dieu).

En l'occurrence la puissance divine qui veille sur nous de la crèche au cimetière, c'est l'Etat. L'Etat qui à travers les allocations familiales paiera l'essentiel des frais de garde de nos jeunes enfants, l'Etat qui veillera sur nos vieux jours à travers les pensions de retraite et aux maisons du même nom. Nous naissons à la crèche pour mourir à la maison de retraite. Entre temps, en cas de maladie la sécurité sociale veille sur vous, un incident de parcours professionnel, les ASSEDIC et maintenant le Pôle emploi se chargent de vous, quand il n'y a plus d'espoir, et que le marché du travail vous est définitivement fermé, le RSA (RMI nouvelle formule) prend le relais. Un problème de logement, le parc HLM et les aides au logement sont là pour vous. Partout, à tous les niveaux, les «amortisseurs sociaux» sont là.

Il ne faut pas se leurrer. La fin du business model de l'Etat providence signifie la fin programmée et inéluctable de l'ensemble de ces aides. C'est cela la rigueur sans la planche à billets pour l'adoucir.

Or la société française par son hétérogénéité ne pourra en aucun cas supporter une cure d'austérité à la grecque. Cela est impossible. Nos zones sensibles et nos banlieues (difficiles) vivent pour beaucoup des aides publiques et de la solidarité nationale. A cette problématique financière se rajoute depuis maintenant quelques années des problématiques communautaristes évidentes. Lorsque les tensions s'exacerbent, l'histoire humaine prouve que les modérés ne l'emportent jamais.

Les fragilités de la société française ne sont pas les fragilités de la société allemande. Pour notre pays, le coût social d'une austérité brutale risque d'être insupportable et de mener à des problèmes inter-communautaires insurmontables.

Je vous conseille la lecture de l'extraordinaire rapport officiel 2011 de l'Observatoire des Zones Urbaines Sensibles, éclairant sur la réalité sociale de notre pays et donc sur nos fragilités. Lien vers le rapport : http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_onzus_2011.pdf

La reconfiguration de la zone euro est inéluctable

L'Allemagne ne souhaite pas amoindrir (pour le moment) le choc de la rigueur par un recours, ne serait-ce que modéré, à la planche à billets, c'est-à-dire à la monétisation. Dont acte. La ligne rouge allemande est celle de la création monétaire, menant bien souvent à l'inflation puis à l'hyperinflation. Ce point de vue est économiquement fondé. Le traumatisme allemand de l'hyperinflation des années 20 ayant mené à l'avènement du nazisme est toujours vivace dans les esprits d'outre-Rhin. Cela est parfaitement respectable.

La ligne rouge française doit être impérativement celle de la stabilité sociale. L'austérité ne peut être que progressive sous peine de prendre le risque de déclencher des émeutes d'une rare violence. Nous ne pourrions pas mener chez nous une austérité crédible c'est-à-dire massive et brutale. L'utilisation de la planche à billets est inéluctable. Ce n'est qu'une question de temps. Il en est de même pour l'Italie, l'Espagne, ou la Grèce (mais pour d'autres raisons).

La conclusion est implacable. En cas de persistance de ces désaccords, nous devons mettre fin, par la force des choses à l'aventure de la monnaie unique. La meilleure solution serait alors la sortie du maillon fort de l'euro qu'est l'Allemagne. Messieurs les Allemands sortez les premiers!

Le coût économique d'une telle solution serait certainement le plus supportable parmi les «mauvaises solutions» pour sortir définitivement de cette crise monétaire. Une sortie de l'Allemagne de la monnaie unique ne lui coûterait pas plus cher que la réunification. Cela lui coûterait également bien moins cher que de se «porter caution» pour l'Europe entière. Enfin, une dette en euro «faible» remboursée en nouveau marks «forts» permettrait d'amoindrir le coût (important) de la dette allemande.

Nous devons accepter de dépasser nos limites. L'euro n'est plus une limite. Seule la stabilité de nos nations respectives sur le long terme permettra la poursuite d'une construction européenne durable.

Nos élites se trompent. La fin possible de l'euro est en réalité, une chance immense pour un nouvel élan européen bâti sur une adhésion populaire et démocratique.

La crise actuelle est économique, sociale et politique

Pour bien comprendre les tendances et enjeux des années à venir, nous avons fait le choix de revenir longuement sur les origines de la crise que nous traversons.

Il ne s'agit pas d'une crise économique comme les autres. C'est une crise systémique. C'est même une crise du système. Cela veut dire que le système dans lequel nous avons tous vécu jusqu'à présent touche à sa fin dans sa configuration actuelle.

Notre monde va changer et comme le disait Winston Churchill, «mieux vaut prendre le changement par la main, avant qu'il ne nous prenne par le cou».

Cette compréhension des causes, des risques, des tendances fortes qui conditionneront nos vies, auront un impact évident sur les choix de placements et de gestion patrimoniale de chacun d'entre nous.

L'objectif ultime de cet ouvrage est de mettre gratuitement et à la portée de tous l'analyse que nous faisons de cette crise et de la situation. Nous souhaitons apporter notre contribution au débat démocratique et donner à nos concitoyens les moyens de leur compréhension et de leur opinion.

CONCLUSION

Alors que faire ? Contre quoi nous battons-nous ?

Pour répondre à cette question du « que faire », encore faut-il être capable d'établir un diagnostic partagé. Jusqu'à présent, on ne peut pas dire que les raisons de la crise actuelle fassent l'objet de débats intenses y compris par les économistes.

Pour certains, la crise est financière et trouve son origine dans les errements de la finance, dans une mauvaise régulation ou encore dans la désormais très célèbre crise des « subprimes ».

C'est vrai et c'est partiel.

Pour d'autres, la crise, c'est la « faute à » la mondialisation. Nous avons perdu nos capacités de production au profit des pays émergents et du premier d'entre eux, la Chine. Nous devenons des musées, des économies basées sur les services immatériels. Nous ne produisons plus de véritables richesses, mais, surtout, en passant d'une économie de la production à une économie du service, nous avons supprimé une part significative des emplois. Or le travail reste, dans nos économies, le principal vecteur de redistribution.

C'est vrai et pourtant c'est partiel.

Pour les écologistes, la crise est environnementale. Nous détruisons notre planète. Nous consommons chaque année plus de ressources que la Terre ne peut nous en fournir. Nous devons devenir « décroissants ». J'ai déjà exprimé à de multiples reprises mon point de vue, en dehors de toute idéologie « écolo ». La croissance infinie dans un monde fini est, par nature, une aberration intellectuelle.

Alors, c'est vrai bien sûr. Mais c'est partiel.

Pour les souverainistes, les nationalistes ou les patriotes (je le dis sans aucune connotation négative de quelque sorte), la crise, c'est la « faute à l'euro », « la faute à la monnaie unique ».

Comme l'a encore si bien dit Nicolas Dupond-Aignan à l'assemblée nationale lors du débat sur le traité budgétaire, il est illusoire de croire que nous pouvons avoir une monnaie unique, alors que nous avons des zones économiques hétérogènes, si cela n'est pas accompagné d'une économie de transfert des pays riches, compétitifs et excédentaires, vers les pays pauvres, peu compétitifs et déficitaires. C'est parfaitement vrai. D'autant plus que nos grands amis allemands ne semblent pas particulièrement pressés de payer pour toute l'Europe du Sud, France comprise. J'en veux pour preuve les dernières déclarations du Ministre allemand, disant avant son arrivée à l'Eurogroupe qu'il n'est pas utile que l'Espagne demande l'aide de l'Europe, ce qui peut vouloir dire aussi que l'Allemagne n'a pas envie de payer pour l'Espagne.

Donc, tout cela est parfaitement vrai. Et pourtant c'est partiel.

Pour les libéraux, la crise, les déficits, la dette, tout cela, ces boulets qui enchaînent nos économies, c'est lié à la présence d'un état omniprésent, omnipotent, omniscient et omnivore de richesse produite. Trop d'état, trop de dépenses sociales, trop d'assistanat, trop de taxes pour financer des états providence devenus obèses.

C'est assez vrai en Europe, particulièrement du Sud. Cela l'est nettement moins pour les pays anglo-saxons, Royaume-Uni et États-Unis en tête. Alors oui, l'état est trop gros, particulièrement en France, mais l'endettement est partagé par tous les pays occidentaux, y compris les plus libéraux.

Alors c'est vrai. Mais encore une fois, c'est partiel.

Pour les socialistes, les communistes, les crypto-marxistes, et toute autre personne teintée des idéaux de gauche (je le dis sans aucune connotation négative), la crise est liée à l'ère de l'argent-roi, à une mauvaise redistribution des profits et des inégalités qui augmentent. Pour eux, la crise, c'est les banques et les banquiers. Surtout les traders. Ceux qui font n'importe quoi, et disons-le, ces derniers temps il y en a un paquet. La crise, c'est aussi un manque de régulation. La mise au pas de la finance et la fin du toujours plus de profits et ses cortèges de licenciements boursiers.

C'est évidemment vrai. Mais c'est partiel.

Pour les européistes, la crise, c'est le manque d'intégration européenne et l'absence de fédéralisme. Il faut donc forcément plus et mieux d'Europe, moins de décisions nationales, plus de décisions fédérales, de mécanismes communs.

Il faut le renforcement de l'intégration européenne, des « unions bancaires », fiscales ou budgétaires. C'est bien sûr vrai. Il ne peut y avoir de monnaie unique avec 16 pays différents. Néanmoins, cela reste partiel.

Une crise multifactorielle

Vous l'aurez compris, et cette liste est loin d'être exhaustive, la crise que nous affrontons n'est pas qu'une crise de gouvernance, elle n'est pas qu'une crise d'endettement, elle n'est pas qu'une crise environnementale, elle n'est pas qu'une crise européenne ou de la monnaie unique l'euro, elle n'est pas qu'une crise de l'état providence, elle n'est pas qu'une crise démographique, elle n'est pas qu'une crise de la mondialisation et de ses déséquilibres.

Non, la crise que nous affrontons est le cumul de l'ensemble de ces crises. À un tel niveau de complexité, d'imbrication, de déséquilibre, le terme même de crise est impropre.

Nous ne sommes pas en crise. Nous sommes face à une reconfiguration complète de nos modes de fonctionnements économiques sous la pression de facteurs historiques. Nous entrons dans un nouveau monde. Quitter l'ancien ne peut se faire que dans la souffrance.

Des enjeux démographiques aux volontés de puissance de certains états, de la construction européenne qui nous est proche à celle de nouveaux grands ensembles, des progrès technologiques destructeurs d'emplois à la mondialisation, du défi de la redistribution des richesses à celui de l'alimentation, partout, le monde que nous avons connu après la Seconde Guerre mondiale s'effondre.

Avec cet effondrement, ce sont nos certitudes qui vacillent, qu'elles soient politiques, économiques, géopolitiques, ou même scientifiques et techniques, sans oublier les aspects sociétaux.

Un peu d'histoire

La croissance économique est, pour la grande majorité, synonyme de croissance du confort, du bien-être. Bref, la croissance économique, c'est le progrès sous toutes ses formes ! C'est globalement vrai depuis le début de la révolution industrielle.

Depuis l'avènement de cette période, notre modèle économique – à l'exception notable de l'épisode communiste qui fut une parenthèse de 70 ans refermée pour cause d'échec – est celui de la croissance infinie, basée sur la consommation de masse et de l'énergie abondante et peu coûteuse.

Jusqu'à présent, notre planète pouvait nous fournir les ressources nécessaires. Ce n'est plus le cas.

Parallèlement, depuis la Seconde Guerre mondiale, le monde était « géopolitiquement » gelé, bloqué par la guerre froide.

L'empire soviétique était à l'abri du rideau de fer. La Chine recluse derrière sa grande muraille. Il y avait deux mondes qui ne se parlaient pas. Dans ce monde d'autrefois, la mondialisation n'était tout simplement pas possible. Les délocalisations ne pouvaient pas se produire.

Quelque part, dans un monde aussi fermé, les idées mêmes s'échangeaient moins vite. Les progrès étaient plus lents. La courbe de l'évolution de la population que nous reproduisons ci-dessous est à l'image de l'évolution de notre monde où tout est devenu exponentiel depuis la chute du mur de Berlin. 1990. Voilà la césure.

1990, le début d'une fin annoncée

Comme tout raisonnement de ce type, évidemment, cela reste partiel. Néanmoins, la grande rupture, c'est bien la chute du mur de Berlin qui matérialise l'effondrement du communisme.

Beaucoup l'ont vu comme la victoire par K.O. du capitalisme et donc de sa suprématie intellectuelle. C'est vrai, mais partiel encore une fois ! Le communisme, par son existence même, était en réalité le meilleur des contrepouvoirs au capitalisme triomphant et dérégulé. C'est la chute du communisme qui entraîne une dérégulation massive de l'ensemble de nos économies. Vingt ans après, nous pouvons constater les dégâts d'un système totalement brinquebalant.

La mondialisation, les délocalisations et les dérégulations sont les enfants directs de la chute du mur de Berlin. Ni bien, ni mal, c'est un fait.

Sans contrepouvoir idéologique, nous ne pouvions qu'aller vers des excès prévisibles compte tenu de la nature humaine qui, dans ses grandes masses, n'a jamais brillé par la sagesse.

A la question « que faire », on peut presque affirmer que nous ne ferons rien !

Alors effectivement, des réponses existent, et nous en reparlerons plus loin. Avant tout, je souhaitais revenir sur un point qui me semble déterminant.

Pourquoi depuis cinq ans nous n'avons pas fait grand-chose et pourquoi nous ne ferons rien de plus dans les cinq ans qui viennent.

Sans doute parce que nos sociétés sont figées. Par figées, j'entends que les positions naturelles sont toutes occupées et prises, que des acteurs sont là, que chaque groupe est également constitué en groupe de pression et veille naturellement à la préservation de ses intérêts. Ni bien ni mal là encore, mais une simple constatation factuelle du mode de fonctionnement de nos sociétés.

Des syndicats au patronat, des lobbyistes aux groupes de pression, le moindre changement, la moindre réforme se heurte à une résistance farouche de ceux qui « ont à perdre » dans la nouvelle donne envisagée.

Certains me diront que les Américains n'ont pas vraiment le problème de la « CGT ». Certes. Mais ils ont le problème de Wall Street. C'est certainement aussi grave, si ce n'est plus !

Nos sociétés ont atteint des niveaux où elles sont tout simplement irréformables. Cela s'est déjà produit à de multiples reprises dans l'histoire du monde.

Le changement n'est en réalité possible qu'à partir du moment où on ne peut plus le différer. Ce moment est souvent celui de l'effondrement.

Que le gouvernement soit UMP ou PS, peu importe. La marge de manœuvre dans tous les cas est extrêmement faible si l'on souhaite « respecter » les codes et les dogmes en vigueur.

Rester dans le cadre, c'est aller tout droit à l'échec pour toutes les raisons que nous avons listées plus haut. Sortir du cadre prématurément, c'est prendre un risque politique majeur.

Logiquement, nous préférons donc tous nous tromper collectivement que de prendre le risque d'avoir raison tout seul.

Alors que faire ?

La fiscalité environnementale.

Il faudrait mettre en place une véritable fiscalité environnementale, qui prendrait en compte le véritable coût de production d'un bien. Son coût de production, ce n'est pas que la main-d'œuvre. C'est aussi et surtout le coût de la matière première non-renouvelable, le coût en pollution, le coût en transport. Avec une fiscalité comme celle-là, le prix des choses changerait du tout au tout. La nécessité des délocalisations aussi. Les bénéfices des grandes multinationales chuteraient de façon dramatique. Des millions d'actionnaires perdraient beaucoup d'argent. Nous ne le ferons pas et pourtant nous y viendrons.

Répudier la dette.

Il faudrait répudier les dettes, plutôt que d'essayer de faire croire désespérément que nous arriverons à la rembourser à coup d'austérité de plus en plus forte au fur et à mesure où les récessions s'aggravent en raison même

des plans d'austérité décidés pour pouvoir payer les dettes. Absurde ! Vouloir payer à tout prix les dettes a pour conséquence une insolvabilité empêchant de les rembourser !!

Ne pas rembourser les dettes, c'est ruiner l'ensemble des épargnants en une seconde. Toute l'épargne de millions de vies anéantie en une décision. Le lendemain, ce sera l'impossibilité pour l'état d'emprunter sur des « marchés » qui n'existeront plus. Nous ne le ferons pas et pourtant nous y viendrons.

Sortir du carcan de l'euro.

Il faudrait sortir de la monnaie unique. C'était une belle idée, comme l'Europe d'ailleurs. Cela ne pouvait pas fonctionner. L'euro était une construction politique. Pas une construction économique. Il n'y a pas d'Union de transfert et il n'y en aura pas puisque les Allemands considèrent à juste titre qu'ils n'ont pas vocation à payer les RSA et la CMU française.

L'euro fort pour les Allemands est une bonne chose. Il étouffe les pays moins compétitifs comme la France. Il détruit les pays encore moins compétitifs comme l'Espagne. Il anéantit carrément des pays comme la Grèce.

Le temps de la construction européenne n'est pas celui des crises ni des marchés. Il vaut mieux sortir en bon ordre que d'attendre la catastrophe inévitable. Nous ne le ferons pas et pourtant nous y viendrons, car l'euro est en train de se disloquer sous vos yeux.

Accepter la décroissance et le capitalisme durable.

La croissance infinie dans un monde fini, c'est fini ! Terminé. Deux solutions :
> nous éliminons 50 % de la population humaine par un génocide dont les critères d'épuration sont à déterminer ;
> nous essayons tant bien que mal de vivre tous ensemble, le mieux possible. Et là, pas le choix. Nous devons choisir ce que nous ferons croître, comme certaines technologies, et nous devons choisir ce que nous ferons décroître, comme certains aspects de la surconsommation stupide que nous pouvons tous les jours constater.

Un monde plus sobre ne remet pas en cause le capitalisme ! D'ailleurs, le capitalisme n'existe réellement que dans sa définition la plus simple : le respect de la propriété privée et les moyens de production privés (mais pas forcément de façon exclusive d'ailleurs). Pour le reste, le capitalisme évolue à travers les époques.

Dans une économie de la décroissance, une société comme Carrefour ou l'Oréal, dont les business model sont basés sur la consommation de masse, ne sont pas l'avenir. Ils sont le passé du futur monde. L'adaptation sera difficile. Elle signifie pour la majorité des entreprises la disparition, ou en tout cas une forte décroissance, des flux financiers captés. C'est pour cela que personne ne veut en entendre parler. Alors nous ne le ferons pas et pourtant nous y viendrons, nous n'aurons tout simplement pas le choix.

La refonte du système monétaire.

Après une débâcle monétaire suite à l'explosion de la bulle mondiale d'endettement, il faut être capable de redonner confiance aux acteurs dans une nouvelle monnaie. De tout temps, ou pour être plus précis depuis la nuit des temps, la monnaie est l'or.

Pour beaucoup, le retour à l'étalon-or est illusoire, parce que la quantité limitée d'or ne permet pas de « financer » la croissance.

Or nous rentrons dans l'ère de la rareté et de la décroissance. Dans un tel contexte, c'est la décroissance de la masse monétaire qu'il faut gérer. Pas son expansion. Dans le monde à venir, l'or, les lingots, et les pièces d'or seront incontournables.

Après de grandes tribulations, il faut une grande stabilité. L'or apportera cette assurance. L'or pourra rassurer.

Alors, les solutions existent. Je les ai brièvement esquissées dans ces quelques lignes. Elles ne sont pas exhaustives et pourraient faire l'objet d'un texte infiniment plus long et plus détaillé. L'essentiel n'est pas la lettre mais l'esprit.

Nous assistons à la fin d'un monde mais pas à la fin du monde. Nous aurons autre chose à reconstruire. C'est un défi passionnant. Rien n'est écrit. L'homme est capable du meilleur comme du pire. Je veux espérer qu'un monde plus efficient, plus raisonnable sortira de tout ça. Mais nous n'y sommes pas encore. Si certains d'entre nous ont conscience du monde qu'il faudrait bâtir, personne ne prendra la responsabilité du début des travaux. C'est pour cela qu'il faut que le monde d'aujourd'hui disparaisse pour que l'on puisse ensuite édifier celui de demain.

C'est ce qu'un illustre économiste a nommé la destruction-créatrice. Hélas, pour beaucoup, la phase de destruction est douloureuse.

La décroissance n'est pas une punition, elle est la solution, nous ne le ferons pas et pourtant nous y viendrons.

Charles SANNAT

Le Contrarien 
Décryptage quotidien et sans concession de l'actualité économique *matin*

Le Contrarien matin

Sans ligne politique particulière mais dans un esprit pragmatique et réaliste, le Contrarien matin est un journal en ligne qui propose un décryptage quotidien et sans concession de l'actualité économique.

www.lecontrarien.com

AuCOFFRE 
.com

AuCOFFRE

AuCOFFRE.com est une solution de placement en or physique avec garde sécurisée en coffres créée en 2009 par Jean-François Faure, Président d'AuCOFFRE.com. Aujourd'hui, AuCOFFRE.com est une communauté de plus de 10 000 membres.

www.aucoffre.com

Le Contrarien)))
Décryptage quotidien et sans concession de l'actualité économique *matin*

www.lecontrarien.com